

Armées

d'aujourd'hui



**COMBATTRE DAECH
UN ENGAGEMENT INTENSE**

ENGAGEMENT UTILE

CRÉÉE PAR ET POUR LES MILITAIRES, UNÉO PROPOSE AUX JEUNES : REMBOURSEMENTS DE SOINS ADAPTÉS, PRÉVOYANCE INCLUANT LES RISQUES MILITAIRES, ASSISTANCE QUOTIDIENNE EN CAS D'IMPRÉVU, SERVICES POUR AIDER À MAÎTRISER SON BUDGET, ACCOMPAGNEMENT POUR RESTER EN BONNE SANTÉ, À DES PRIX JUSTES.

La protection mutuelle qui nous rend fiers

SANTÉ • PRÉVENTION • ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Unéo, mutuelle agréée au département du Jura, La Cédex de la mutualité, inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro SIRENE 69390091 et dont le siège social est situé 48 rue Barbès - 92544 Montrouge Cedex - Crédit photo: Cathy Inoué © Thomas Barvick - LA SUITE & CO

Mutuelle
Référéncée
Ministère
De la Défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées

TERRÉ - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES



Pour nous contacter : 0970 809 709 (appel non surtaxé) - www.groupe-uneo.fr

“ Une coalition déterminée face à l'ennemi commun ”



DF

Mission accomplie. Jean-Yves Le Drian a fermé l'opération Sangaris alors que l'intervention française a permis d'éviter les massacres. La France, qui a passé le relais à la Minusca, continuera d'être présente, aujourd'hui comme hier, en Centrafrique.

La France prend aussi toute sa place dans la bataille de Mossoul, cette ville irakienne si stratégique et tellement symbolique depuis que les djihadistes en ont pris il y a deux ans le contrôle pour y établir l'État islamique. Attaquer Daech dans son cœur, tel est bien l'objectif de l'offensive qui est livrée aujourd'hui par la coalition internationale dont la France est, après les États-Unis, le principal contributeur.

C'est pour examiner l'avancement des opérations militaires en cours à Mossoul et planifier la suite de l'opération *Inherent Resolve* que les treize ministres de la Défense, membres de la coalition, sont venus à Balard le 25 octobre. À l'issue de cette réunion, inaugurée par le président de la République, chef des armées, Jean-Yves Le Drian et Ashton Carter qui l'ont co-présidée, ont tenu à livrer ensemble leur point de vue : « *la bataille sera longue et difficile* », selon le ministre de la Défense français ; elle sera « *concomitante à celle de Raqqa* », selon le secrétaire d'État américain. Aujourd'hui, le combat a déjà commencé. L'unité face à l'ennemi commun a animé cette deuxième réunion à Paris, après celle de janvier dernier. Le lendemain, lors d'un conseil de Défense, le président de la République décidait de prolonger jusqu'à mi-décembre la mission du groupe aéronaval constitué autour du porte-avions *Charles-de-Gaulle* dont les Rafale s'ajoutent à ceux de l'armée de l'Air, qui opère au Levant depuis plus de deux ans. La France prend toute sa part dans ce défi posé au monde civilisé.

Au-delà de l'issue de la bataille au Levant, les flux migratoires consécutifs au climat, entraînent des enjeux de sécurité humaine qui mobilisent la Défense. Un enjeu abordé dès le 7 novembre lors de la COP 22 qui se tient à Marrakech.

Valérie Lecasble,
directrice de la Délégation à l'information
et à la communication de la Défense

Le sommaire

Sur le vif	4
En bref	6
Opérations	
Chammal : deux ans de lutte contre Daech	10
APROC : sauver en territoire ennemi	14
Nouvelle-Calédonie : police des pêches, coups de filet	18
Grand angle	
Changement climatique : la Défense se mobilise	20
Focus	
Garde nationale : coup d'accélérateur aux réserves opérationnelles	30
Victimes du 13 novembre : se reconstruire à Percy	32
Interview du général Pontiers, directeur du service national	36
Culture-Défense 2016 : épopée des uniformes militaires français	38
Rafale : l'Inde choisit la France	40
Le bâtiment multi-missions (B2M)	42
La réalité augmentée avec Scorpion	43
Rencontre	
Vétérinaire : passion animale	44
On a testé pour vous	
Don du sang à Balard	46
Culture	
Exposition : « Guerres Secrètes »	48
Kiosque	50

N° 411
ARMÉES D'AUJOURD'HUI.

Directrice de la publication
Valérie Lecasble

Chef du département rédactions
LCL (air) Philippe Labourdette-Liaresq

Rédactrice en chef (par intérim)
CNE (terre) Flora Cantin (09 88 67 29 10)

Rédacteur en chef adjoint digital
Paul Hessenbruch

Secrétaire générale de rédaction
Sybille Prenel

Secrétaire de rédaction
Yves Le Guludec



Rédaction

Carine Bobbera, EV1 Victor Bouemar, Camille Brunier, Éléonore Krempff, Samantha Lille, Domenico Morano,

Service icono / Photos

Christophe Deyres, Carole Vennin, Claire Leberter, MCH Anthony Thomas-Trophime

Mise en page

Bureau des Éditions - Dicod

Chef de fabrication

Jean-François Munier (09 88 68 61 80)

Impression

Imprimerie de la DILA
Direction de l'information légale et administrative
29, quai Voltaire, 75007 Paris

Dépôt légal

Février 2003. Dicod, 60 Boulevard du Général Martial Valin - CS21623, 75509 Paris Cedex 15
N° ISSN : 0338 - 3520

Abonnement (ECPAD)

Formulaire téléchargeable sur ecpad.fr / 01 49 60 52 44
routage-abonnement@ecpad.fr

Régie publicitaire (ECPAD)

01 49 60 58 56 / [regie-publicitaire@ecpad.fr](mailto/regie-publicitaire@ecpad.fr)

Couverture

© État-Major des armées/Armée de l'air



L'édition digitale d'Armées d'aujourd'hui sur tablette ou smartphone



@Defense_gouv



Defense.gouv



ION CONTRE DAECH LITION MEETING



Réunion à Paris, le 25 octobre, des treize ministres de la Défense des pays occidentaux membres de la coalition internationale contre Daech en Irak et en Syrie. Cette rencontre, coprésidée par le ministre de la Défense français, Jean-Yves Le Drian, et le secrétaire d'État à la Défense des États-Unis d'Amérique, Ashton Carter, a été ouverte par le président de la République, François Hollande. Les ministres ont, entre autres, effectué un bilan des premières opérations pour la reprise de Mossoul, en Irak.

Photo : Arnaud Roiné/ECPAD/Défense

Mali

UNE PATROUILLE MIXTE SYMBOLIQUE

Afin de sécuriser la RN 20, axe essentiel pour les habitants de la région d'Ansongo-Ménaka (Nord-Mali), une patrouille mixte a été conduite les 5 et 6 octobre. Elle associait des forces armées maliennes (Fama) et des représentants de plusieurs groupes armés signataires de l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation accompagnés par un détachement de la force Barkhane. Cette mission témoigne d'une avancée réelle dans le dialogue entre acteurs de terrain pour mettre en œuvre cet accord. Le 5 octobre, la patrouille motorisée, qui comptait initialement une section des Fama et des membres de groupes armés maliens, a été rejointe par des éléments de la

coordination des mouvements de l'Azawad. Une patrouille à pied, accompagnée d'un détachement de la force Barkhane, a été organisée dans la ville d'In Délimane. Le succès de cette patrouille constitue un jalon symbolique important pour les populations de la région, alors que les transporteurs menaçaient de suspendre leurs activités du fait des mauvaises conditions sécuritaires sur la RN 20.



France

COMMANDE DE DEUX NOUVEAUX BSAH

Le 11 octobre, la Direction générale de l'armement a confirmé au groupement Chantiers Piriou-Kership-DCNS la réalisation de deux bâtiments de soutien et d'assistance hauturiers (BSAH) destinés à la Marine nationale. Cette commande complète celle de deux navires du même type passée en 2015 et porte à quatre le nombre de bateaux du programme BSAH. Les deux premiers seront livrés en 2018 tandis que ceux venant d'être commandés le seront en 2019.

84

avions de chasse Rafale ont été vendus par la France depuis deux ans. Les pays acheteurs sont l'Inde, le Qatar et l'Égypte.

“ Je veux [...] saluer la présence parmi vous d'officiers d'échange britannique, allemand ou encore américain. Ils traduisent la marque de confiance réciproque entre nos pays, dans ce contexte d'engagement opérationnel si particulier ”

Jean-Yves Le Drian sur le *Charles-de-Gaulle*, le 6 octobre.

26 000

jeunes ont été recrutés par le ministère de la Défense en 2016.

France

Jean-Marc Todeschini se rend aux 19^e Rendez-vous de l'histoire

Le 8 octobre, le secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, Jean-Marc Todeschini, s'est rendu aux Rendez-vous de l'histoire, à Blois, qui avaient cette année pour thème « Partir ».

Inaugurant l'exposition de l'ECPAD « Partir en Algérie - partir d'Algérie », le secrétaire d'État a profité de cette occasion pour rappeler les dates de la grande collecte de documents authentiques présentant un intérêt historique illustrant la relation

entre la France et l'Afrique. Celle-ci est organisée du 18 au 20 novembre avec les ministères de l'Éducation nationale et de la Culture. Il s'est ensuite rendu sur différents stands, dont ceux dédiés à la mémoire et à la Défense.



Haïti

LES MILITAIRES FRANÇAIS INTERVIENNENT APRÈS MATTHEW

Après le passage de l'ouragan Matthew sur Haïti le 4 octobre, qui a fait plus de 850 morts et engendré des dégâts importants, Port-au-Prince a demandé l'assistance de la communauté internationale. La France a répondu présente. Un Falcon 50 des Forces armées aux Antilles a donc effectué des vols de reconnaissance tandis que 60 sapeurs-pompiers de la Sécurité civile et 32 tonnes de matériel ont rejoint l'île antillaise le 9 octobre pour former le détachement « traitement de l'eau » afin de fournir 225 000 litres d'eau potable par jour.



France

Euronaval inauguré par Jean-Yves Le Drian

La 25^e édition du salon Euronaval a été inaugurée le 18 octobre par le ministre de la Défense.

Dans son discours, Jean-Yves Le Drian a affirmé l'engagement de l'État pour maintenir une force navale de premier ordre. Il a également dévoilé, lors de sa visite sur l'espace du ministère de la Défense, la frégate de taille intermédiaire (FTI), nouveau programme phare pour la Marine nationale, qui sera lancé dès le premier semestre 2017. « *Il donnera naissance à 15 frégates de premier rang qui seront capables de combattre sur tous les spectres.* » Et d'ajouter : « *La FTI sera également une plateforme modulaire qu'on pourra adapter à l'exportation.* »

Le contexte géopolitique actuel, dont la maritimisation des échanges est une composante essentielle, nécessite que « *la France dispose d'un outil de force navale complet et polyvalent* », car « *l'un des sens de mon engagement est de porter les enjeux maritimes à leur vrai niveau* ». C'est en ces paroles que le ministre de la Défense a annoncé la dynamique en cours pour soutenir l'industrie navale et les forces armées afin de garantir « *l'exercice de notre souveraineté dans nos approches maritimes ou notre zone économique exclusive* ».



L'émission du Journal de la Défense (#JDEF) nous fait découvrir, en novembre, la médecine de guerre du Service de Santé des armées sur l'opération Barkhane. Diffusé en replay sur LCP et sur Internet.

LE TWEET QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER



Grande-Bretagne

UN COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA CYBERDÉFENSE

C'était au tour de Londres, après Paris l'an dernier, d'accueillir les représentants d'une trentaine de nations, les 19 et 20 octobre, pour le 2^e colloque sur la cyberdéfense. Intitulé « *Cyberspace*

and The Transformation of 21st Century Warfare » (Le cyberspace et son impact sur les conflits du xx^e siècle), il a notamment permis d'explorer la manière d'intégrer le cyberspace dans les pratiques opérationnelles actuelles.

Italie

EMERALD MOVE, EXERCICE AMPHIBIE EUROPÉEN

Le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* a appareillé de Cagliari, en Sardaigne, le 2 octobre, marquant le début de l'exercice amphibie *Emerald Move*, rassemblant huit marines européennes. Objectif : renforcer l'interopérabilité des forces participantes et optimiser leurs capacités opérationnelles amphibies. Aux côtés des hélicoptères du 3^e régiment d'hélicoptères de combat, le *Mistral* a embarqué 250 militaires du 2^e régiment d'infanterie de marine. L'exercice a pris fin le 8 octobre.



France

OPÉRATION DE SAUVETAGE À CAZAUX

Un hélicoptère de l'escadron 1/67 Pyrénées a évacué une passagère d'un ferry en détresse respiratoire le 11 octobre. Décollant de la base aérienne de Cazaux, l'appareil a déposé l'équipe *search and rescue* composée de sauveteurs plongeurs et d'un médecin. En 20 minutes, la patiente était à bord de l'appareil, en route pour l'hôpital d'instruction des armées Robert Picqué, près de Bordeaux.



© PATRICK LOPEZ/ARMÉE DE TERRE/DÉFENSE - © ARMÉE DE L'AIR/DÉFENSE



France

LA DPSD DEVIENT DRSD

Par décret du 7 octobre 2016, la Direction de la protection et de la sécurité de la Défense (DPSD) a été remplacée par la Direction du renseignement et de la sécurité de la Défense (DRSD). Ce changement de nom « est une expression de la modernisation du service et une réponse au besoin de clarifier et de conforter notre identité. En effet, il existait un écart entre l'appellation de la DPSD, créée en 1981, et la réalité des missions de ce service de renseignement qui est positionné sur l'ensemble du spectre de la contre-ingérence, à savoir la lutte contre le terrorisme, l'espionnage, la subversion, le sabotage et le crime organisé », explique le général de corps d'armée Jean-François Hogard, directeur de la DRSD. Les missions historiques du service perdurent. La protection du personnel, des installations et des systèmes d'information du ministère restent au cœur des préoccupations de la nouvelle DRSD.

RENDEZ-VOUS

Exposition « Verdun – La Somme »



Jusqu'au 20 novembre, le musée de l'Artillerie de Draguignan présente l'exposition « Verdun - La Somme, au milieu de la guerre, au bout

de leurs forces ». Renseignements sur : musee.artillerie.asso.fr

Salon européen de l'éducation

Du 16 au 20 novembre, la 18^e édition du Salon européen de l'éducation se tiendra au Parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris. Le ministère de la Défense sera présent pour promouvoir l'esprit de défense et informer les jeunes citoyens.



5^e Forum DGA Innovation

Lieu d'échanges et de rencontres professionnelles des acteurs clés de l'innovation et de la recherche de défense, le forum DGA Innovation aura lieu **les 23 et 24 novembre** sur le campus de l'École polytechnique, à Palaiseau (Essonne).

Forum de Dakar

La 3^e édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité se déroulera **les 5 et 6 décembre**. Une quinzaine de chefs d'État sont attendus dans la capitale sénégalaise. À l'échelle mondiale, le Sénégal se classe en 7^e position en termes d'effectifs déployés dans le cadre d'opérations de maintien de la paix.

CHECK LIST

 Penser à mes proches

 Anticiper mon futur

 **Préserver
mon autonomie**

DÉPENDANCE

PRÉVOYANCE

ACCIDENTS DE LA VIE

SANTÉ

SOLUTIONS RETRAITE

PROJETS IMMOBILIERS

Le contrat Opération Protection Dépendance du GMPA vous offre des garanties adaptées aux situations de dépendance lourde ou partielle, complétées par le dispositif Entraide solidaire.

- Aucun questionnaire de santé avant 65 ans*
- Une rente mensuelle à vie, dont le montant est choisi par l'adhérent, et un capital pour faire face aux premiers frais
- Des services d'assistance inclus : assistance téléphonique, accompagnement et formations des proches aidants, assistance administrative, bilan d'aménagement de l'habitat...
- Des informations et des conseils à tout moment grâce à nos partenaires experts
- Des places réservées aux adhérents GMPA en établissements spécialisés situés dans toute la France
- En cas de grandes difficultés sociales et grâce au dispositif Entraide solidaire, des aides financières pour surmonter les frais entraînés par la situation de dépendance

* Pour une souscription entre 50 et 65 ans sans questionnaire de santé, le montant de la rente est limité à 1100 €

Deux ans de lutte contre Daech

Par Flora Cantin

Avec l'opération Chammal, lancée en septembre 2014, la France participe au Levant à la lutte contre Daech aux côtés des forces de la coalition. Assurant depuis deux ans un soutien aérien des forces irakiennes au sol, son champ d'action s'est étendu à la Syrie ainsi qu'à la formation et au conseil des soldats irakiens. En octobre, le groupe aéronaval a été à nouveau déployé et un détachement d'artillerie a été projeté en Irak.

Premiers catapultages opérationnels de Rafale Marine depuis le « Charles-de-Gaulle » le 30 septembre en Méditerranée.



Depuis deux ans, les forces françaises participent, aux côtés de la coalition, à l'*Operation Inherent Resolve* (OIR) en Irak et en Syrie, pour combattre Daech. Lancée le 19 septembre 2014, Chammal – nom de la participation française à l'OIR – contribue à la lutte contre Daech. Ses objectifs ont évolué au cours des vingt-quatre derniers mois. Si, initialement, l'opération française visait à assurer un soutien aérien aux forces armées irakiennes au sol, une nouvelle prérogative lui a été attribuée en mars 2015 : la formation et le conseil aux soldats de l'armée irakienne. Cette dernière est menée par une centaine de soldats basés en Irak, armant la *task force* (TF) Monsabert pour les conseils à l'état-major de la 6^e division d'infanterie irakienne et le monitoring de formateurs dans les domaines du sauvetage au combat, de la lutte contre les engins explosifs... et la TF Narvik pour l'instruction au profit des commandos de l'*Iraqi Counter Terrorism Service*.

En septembre 2015, François Hollande, président de la République et chef des armées, annonçait que la zone d'opération de la force Chammal allait s'étendre à la

Chammal en chiffres

Depuis septembre 2014, la France est le second pays contributeur de la coalition dans la campagne aérienne. Jusqu'à mi-octobre, la force aérienne Chammal totalisait 4878 sorties aériennes, près de 886 frappes et plus de 1 519 objectifs neutralisés.

De mars 2015 à septembre 2016, la *task force* (TF) Narvik a formé 5300 commandos de l'*Iraqi Counter Terrorism Service* tandis que la TF Monsabert a instruit 830 spécialistes de la 6^e division irakienne. Ainsi, au total, 6 130 des 42 000 soldats irakiens formés par la coalition l'ont été par des soldats français. Quant aux spécialistes du soutien, ils ont permis plus de 5 700 ravitaillements d'aéronefs au profit de l'ensemble de la coalition et plus de 700 tonnes de fret ont été transportées. Actuellement, avec le groupe aéronaval, l'opération Chammal mobilise près de 4 050 militaires.



Syrie. Les vols de reconnaissance au-dessus du territoire « *permettront d'envisager des frappes contre Daech en préservant notre autonomie de décision et d'action* ». Les premiers vols ont eu lieu le 8 septembre, le premier raid aérien vingt jours plus tard.

Durant ces deux années, à plusieurs reprises, les opérations militaires françaises ont connu des phases d'intensification. « *Nous menons un combat contre un ennemi que nous n'avons pas choisi, un ennemi qui nous a pris pour cible [...]. [Daech] doit être combattu avec des moyens suffisants et à un rythme soutenu [...]. Il faut agir vite et fort* », affirmait Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, le 12 février 2016, lors de la conférence de Munich. Près d'un mois plus tard, des Mirage 2000 D effectuaient un raid aérien en Irak, armés de missiles de croisière air-sol Scalp-EG, depuis la base aérienne projetée en Jordanie.

Après l'assassinat de deux policiers à Magnanville en juin, l'attentat de Nice le 14 juillet et l'assassinat d'un prêtre à Saint-Étienne-du-Rouvray douze jours plus tard, François Hollande décidait de déployer, pour la troisième fois en deux ans, le groupe aéronaval (GAN) français, constitué autour du porte-avions *Charles-de-Gaulle* (TF 473) et des avions du groupe

aérien embarqué. Il a quitté Toulon début septembre. Le 30 du même mois, plusieurs des 24 Rafale M étaient catapultés pour effectuer les premières opérations. Il s'agit du premier déploiement avec une chasse embarquée intégralement Rafale. Avec la TF 473, les moyens aériens français engagés dans la coalition anti-Daech ont été triplés.

PROJECTION D'ARTILLERS

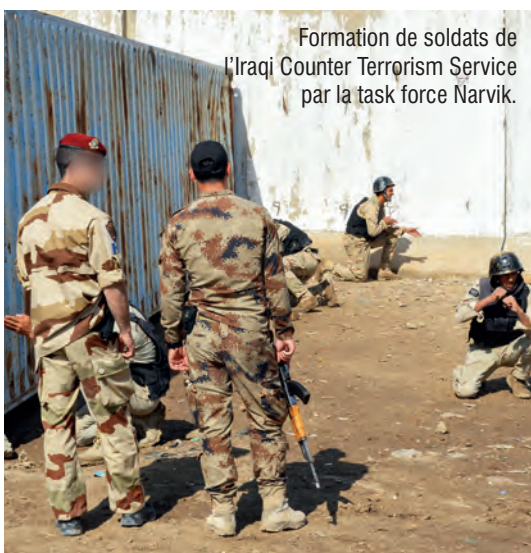
En effet, début octobre 2016, le dispositif aérien de l'opération était structuré autour de 12 Rafale, d'un avion de détection et de contrôle aéroporté E-3F Awacs, d'un avion de patrouille maritime Atlantique 2 et de moyens de renseignement, de commandement, de contrôle et de ravitaillement. En parallèle du déploiement du GAN, un détachement d'artillerie, la TF Wagram, a été projeté en Irak. Armée par 150 soldats et 4 Caesar – camions équipés d'un système d'artillerie (canon de 155 mm) – cette *task force* fait partie du volet « appui » de la coalition, en complément d'autres unités. Début octobre, elle atteignait sa pleine capacité opérationnelle. Depuis, elle réalise des missions, en coordination avec les autres éléments d'artillerie de la coalition, de protection de la base opérationnelle avancée de Qayyarah-West



Rafale de l'armée de l'Air sur la base aérienne projetée en Jordanie.

© ARMÉE DE L'AIR/EMA/DÉFENSE

et d'appui des troupes irakiennes au sol. Autre évolution au sein de l'opération : la simplification de la chaîne de commandement. Avant le 1^{er} août 2016, Chammal était commandée par le chef d'État-Major des armées depuis le Centre de planification et de conduite des opérations et réalisée sous le contrôle opérationnel du contre-amiral Antoine Beaussant, commandant la zone océan Indien. Depuis le 1^{er} août, le général de brigade aérienne Serge Cholley commande l'opération Chammal depuis le Koweït. ●



Formation de soldats de l'Iraqi Counter Terrorism Service par la task force Narvik.

© EMA/DÉFENSE

INTERVIEW

Général de brigade aérienne Serge Cholley, commandant l'opération Chammal

La chaîne de commandement de Chammal a changé le 1^{er} août, date à laquelle vous avez pris sa tête. Qu'est-ce qui a entraîné cette évolution et quels changements cela implique-t-il ?

Depuis le 1^{er} août, le commandant américain de l'*Operation Inherent Resolve* dispose d'un seul interlocuteur français de niveau opératif sur le théâtre, en lien direct avec Paris. Celui-ci exerce ses prérogatives sur l'ensemble des composantes des forces françaises engagées au Levant. Ce changement s'est également traduit par la mise en place d'une quarantaine de militaires français auprès du quartier général interallié de niveau opératif (*Combined Joint Task Force Head Quarter*, CJTF-HQ). Cet état-major regroupe au Koweït ceux qui étaient jusqu'alors engagés dans Chammal sur différents points d'appui.

Après deux mois de commandement, quelle est votre analyse de la situation ?

L'année 2016 est celle du recul territorial de Daech. Ainsi, en Irak, les défaites successives de l'autoproclamé État islamique – à Ramadi en février, à Fallujah en juin, à Qayyarah en août – l'ont contraint à se retrancher dans sa capitale, Mossoul (la bataille pour la reprise de la ville par les forces irakiennes a débuté le 17 octobre, NDLR). L'organisation terroriste a alors transformé la ville en une véritable forteresse. Toujours occupée par une partie de ses habitants, qui n'ont pas pu fuir, elle est tenue par quelques milliers de fanatiques. En Syrie, les échecs de Daech en juin 2015 ont marqué la fin de son expansion territoriale. L'année 2016, comme en Irak, est celle de son recul en Syrie. À la fin de l'été, Daech a perdu ses derniers accès à la frontière turque, avec pour conséquence immédiate une chute spectaculaire des flux de combattants étrangers.


Quels défis avez-vous déjà eu à relever durant votre commandement ?

Mon premier défi fut d'installer l'état-major français au sein du camp d'Arifjan, au Koweït, et d'effectuer le transfert d'autorité sans aucune rupture dans les ordres donnés aux unités. Tout était en place pour les grandes échéances opérationnelles. Se faire accepter et prendre toute sa place au sein d'un état-major multinational dont le noyau, les réseaux et les procédures sont américains n'a pas été le plus simple. Pour autant, la greffe s'est faite rapidement, grâce notamment à la volonté affirmée des chefs militaires américains et à l'accueil fraternel du XVIII Airborne Corps, qui arme aujourd'hui, pour l'essentiel, le CJTF-HQ.

Comment la France est-elle perçue au sein de la coalition ?

La France est vue comme l'un des principaux contributeurs, aussi bien en nombre qu'en qualité, en hommes et en équipements, en termes d'appuis, de renseignement, de ravitaillement en vol, de formation et d'assistance aux forces irakiennes et kurdes, de planification et de conduite des opérations en état-major et, par sa diplomatie, d'influence régionale. Les armées françaises sont reconnues comme faisant partie des plus capables au monde. La précision des tirs des Mirage et des Rafale depuis deux ans, celle des Caesar (camions équipés d'un système d'artillerie), l'arrivée du groupe aéronaval sont à chaque fois saluées avec un réel enthousiasme et un brin d'admiration.

Sauver en territoire



Mi-octobre, la base aérienne allemande de Lechfeld a accueilli 380 participants européens dans le cadre du stage APROC (*Air Centric Personnel Recovery Operatives Course*) organisé par l'*European Personnel Recovery Center*. Objectif : entraîner équipages aériens et forces d'extraction à opérer ensemble dans le cadre d'une mission de recherche et sauvetage au combat.

ennemi

Par Samantha Lille

Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod/Défense





- 1 Derniers réglages entre les équipages et la force d'extraction avant leur mission de recherche et sauvetage au combat de quatre personnes après un crash en territoire ennemi.
- 2 Un hélicoptère allemand CH-53 transporte des commandos parachutistes de l'air n° 20 et 30 vers la zone de récupération.
- 3 Débarqués de l'appareil, les hommes sécurisent le périmètre.
- 4 Blessé, l'un des quatre soldats à récupérer est installé sur un brancard souple.
- 5 Il est ensuite acheminé par les commandos jusqu'au CH-53.



Décembre 2014, un F-16 jordanien est abattu lors d'un raid en Syrie. Le pilote, capturé vivant, sera exécuté quelques semaines plus tard par Daech. Ce souvenir terrible, les 20 militaires présents dans la salle de briefing l'ont encore en tête. Ce matin, tous sont venus s'entraîner à préparer, conduire et réaliser une mission de récupération de personnel en terrain hostile dans le cadre de l'*Air Centric Personnel Recovery Operatives Course* (APROC). Organisé par l'*European Personnel Recovery Center* (EPRC) depuis la base aérienne de Lechfeld, en Allemagne, le cours réunit 380 participants et une vingtaine d'aéronefs provenant principalement d'Espagne, d'Italie, de Pologne, de France et d'Allemagne. En ce dernier jour de stage, le groupe découvre au tableau la photo du crash d'un hélicoptère chinook CH-47. Les quatre occupants sont encore en vie mais seuls... en territoire ennemi. Pour aller les récupérer, une *task force* multinationale est mise sur pied. Dave, un pilote d'hélicoptère d'attaque MI-24 polonais, est nommé *Rescue Mission Commander* (RMC), autrement dit, il est la personne chargée de coordonner l'opération aérienne combinée (Comao) de recherche et sauvetage au combat (Resco). Pour cette mission, il pourra s'appuyer sur une force d'extraction française composée de douze hommes issus des commandos parachutistes de l'air n° 20 et 30.

Dans la salle, les informations tombent au compte-gouttes, relayées par des spécialistes du renseignement. « *Voici des précisions sur l'état de santé des survivants*, lance, en anglais, le capitaine Stéphane de l'escadron d'hélicoptère 1/67 Pyrénées. *Un homme est aveugle, un autre en état de choc, incapable de bouger et un troisième a été gravement brûlé.* » Des éléments essentiels pour la force d'extraction. Dans une poignée d'heures, elle sera déposée en zone de combat et bénéficiera de moins d'une trentaine de minutes pour trouver et évacuer les quatre soldats isolés. Un défi de taille qu'ils sont prêts à relever. Après une première phase théorique, les équipages et les commandos sont entrés dans le vif du sujet, affrontant chaque jour des situations tactiques plus complexes.

Lors des briefings de préparation de mission, les différentes spécialités doivent trouver dans l'urgence l'option la plus efficace. « *La Personnel Recovery (PR), autrement dit la récupération de personnel isolé,*

En début d'après-midi, la *task force 1* lance son opération. Deux MI-24, dont l'un des équipages est RMC, assurent la protection de l'hélicoptère CH-53 allemand chargé de récupérer les quatre survivants et la force d'extraction tandis qu'un avion Learjet joue le rôle d'une patrouille d'A-10 en appui. Au sol, les commandos français trouvent et médicalisent les rescapés en moins de 25 minutes.

« *Quand la force d'extraction est sortie de l'appareil, il n'y a eu aucun échange pendant de longues minutes* », constate le capitaine John, évaluateur britannique, au débriefing. Des remarques que les participants prendront en compte dans leurs entraînements futurs, en effet, si APROC se veut être un cours « *basic* », l'EPRC réfléchit à une version « *advanced* » au profit d'équipages déjà qualifiés et qui se déroulerait exclusivement de nuit.

Pour l'instant, chacun repart avec un enseignement solide, notamment les pilotes de Fennec engagés dans la *task force 2*. « *Les équipages ont beaucoup appris*

“ *La Personnel Recovery, autrement dit la récupération de personnel isolé, est avant tout une question de temps.* ”

est avant tout une question de temps », souligne le lieutenant-colonel Stéphane, de l'EPRC, car chaque minute perdue réduit les chances de succès. Autrefois appelé *Combined Joint Personnel Recovery Standardisation Course* et conduit par le Groupe aérien européen, le cours a, cette année, changé de dénomination et d'organisateur. « *S'il conserve son caractère interarmées, nous avons voulu le recentrer sur les opérations PR aéroportées et plus particulièrement sur les missions Resco complexes*, explique l'officier. *L'EPRC, jeune structure créée en juillet 2015 à Poggio Renatico, en Italie, a donc repris les rênes de l'exercice.* »

en travaillant en interarmées et interallié. Bien que le Fennec soit nouveau dans ce genre de mission, nous avons montré que cet appareil pouvait avoir un rôle à jouer dans une Comao », se réjouit le lieutenant Jean-Rémi, de l'escadron d'hélicoptères 3/67 Parisis juste après avoir décroché sa qualification de RMC.

Avec la participation de deux hélicoptères, d'un avion radar E3F Awacs, d'un simulateur de menaces sol-air et d'un détachement d'une soixantaine de militaires, la France montre sa détermination à rester en pointe dans le domaine de la PR. Rendez-vous est donc pris en Italie, à Rivolto, pour l'édition 2017! ●

Police des pêches

Coups de filet

D'une superficie de 1,7 million de km², la zone économique exclusive de Nouvelle-Calédonie offre des ressources halieutiques importantes qui attirent les convoitises. Pour lutter contre la pêche illégale, les Forces armées de Nouvelle-Calédonie conduisent des missions de surveillance aérienne et de contrôle en mer et organisent des opérations d'envergure avec les pays riverains.

Par Carine Bobbera

Un avion Gardian du détachement de la flottille 25F survole les eaux turquoises de l'océan Pacifique. Cet aéronef de la Marine nationale réalise une mission de police des pêches au large de la Nouvelle-Calédonie. Brusquement, il change de cap. Dans la cabine, le premier maître Nicolas, détecteur-

navigateur, vient d'identifier la présence d'un navire suspect. L'équipage modifie son plan de vol pour aller l'observer de plus près. La piste s'avère sérieuse. Il s'agit d'un bateau de pêche non déclaré dans la zone. Le pilote du Gardian prévient immédiatement la cellule opérationnelle de l'état-major interarmées des

Forces armées de Nouvelle-Calédonie (Fanc) pour que ces derniers dépêchent sur place un patrouilleur de la Marine nationale afin de contrôler l'embarcation. Avec une zone économique exclusive de près de 1,7 million de kilomètres carrés, la surveillance du périmètre autour de la Nouvelle-Calédonie représente un véritable enjeu économique et écologique dans cet endroit du globe. Cet espace démesurément grand comprend de nombreuses réserves naturelles, riches en ressources halieutiques (thons, tortues, concombres de mer...) qui attirent la convoitise des pêcheurs asiatiques. « Il n'est pas rare de rencontrer des bateaux usines qui viennent pêcher dans nos eaux pendant plusieurs mois et qui congèlent immédiatement les poissons, commente le premier maître Marc, détecteur au centre opérationnel de l'état-major interarmées des Fanc. Certaines espèces, comme les concombres de mer, constituent des mets de choix en Chine, où leur prix peut atteindre plus de 1 000 euros le kilo. Cela encourage le développement de la pêche illégale. Et si l'activité n'est pas réglementée, cette espèce risque de

Le patrouilleur « La Moqueuse », destiné aux missions de protection des zones économiques exclusives, participe aux opérations de lutte contre la pêche clandestine.



© CLAIRE LEBERTRE/DICOD/DÉFENSE

© CLAIRE LEBERTRE/DICOD/DÉFENSE





Depuis le cockpit du Guardian, le détecteur-navigateur scrute l'océan à la recherche de navires de pêche clandestins.

Les Forces armées de Nouvelle-Calédonie

Les Fanc, Forces armées de Nouvelle-Calédonie, comptent près de 1 450 personnes (civils et militaires) et constituent le point d'appui central du théâtre Pacifique avec un dispositif interarmées centré sur un groupement tactique interarmes et les moyens de projection associés. Avec les Forces armées en Polynésie française, dispositif interarmées à dominante maritime, les Fanc ont pour principales missions d'assurer la souveraineté de la France dans leur zone de responsabilité, d'animer la coopération régionale et d'entretenir des relations privilégiées avec l'ensemble des pays riverains de la zone Pacifique.

disparaître. » Ainsi, tout au long de l'année, les Fanc conduisent des opérations de police des pêches dans l'espace maritime de Nouvelle-Calédonie afin de veiller au respect des réglementations en vigueur (nature de la pêche, quotas...). Dans cette zone, les règles sont très strictes : seuls les pêcheurs de l'archipel sous licence sont autorisés à exercer. Ils ont l'obligation de se localiser via un système de repérage satellitaire, de s'identifier par le biais du système d'identification automatique et de surtout se déclarer en action de pêche. De plus, ils doivent respecter les quotas selon les espèces.

FLAGRANT DÉLIT

En juin dernier, un bâtiment vietnamien a ainsi été arraisonné par un patrouilleur de la Marine nationale dans la zone de récifs d'Entrecasteaux, au nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie, alors qu'il pêchait illégalement des concombres de mer. « Les images satellitaires nous ont permis de détecter la présence de pêcheurs non répertoriés dans cette zone, explique le lieutenant de vaisseau Stéphane, responsable de l'activité "opérations" au centre

opérationnel de l'état-major interarmées des Fanc. *En projetant nos moyens aériens et hauturiers, nous avons pu mener à bien cette intervention. Nous les avons pris en flagrant délit : l'équipe de visite du patrouilleur La Glorieuse a découvert le produit d'une pêche récente à bord.* » En collaboration avec le service des affaires maritimes et le parquet de Nouméa, la décision a été prise de dérouter ce navire et son équipage afin de les mettre à disposition de la justice française.

La maîtrise de l'activité est cruciale dans une région où l'économie s'avère très dépendante de cette filière. C'est pourquoi de nombreuses opérations de police des pêches d'envergure – comme Tautai, Tui Moana, ou encore Nasse – sont organisées avec des pays voisins tout au long de l'année. Réalisée dans le cadre du *Quadrilateral Defence Coordinating Group*, Nasse est pilotée par la France en coopération avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Elle consiste à surveiller et contrôler les navires de pêche qui évoluent dans les poches de haute mer du Pacifique Sud. Et c'est dans la cellule opérationnelle de

l'état-major interarmées des Fanc que des représentants américains, australiens et néo-zélandais coopèrent en mutualisant leurs informations et leurs moyens. « Nasse a été créée l'année dernière sous l'impulsion de la France, explique le lieutenant de vaisseau Stéphane. Nous souhaitons organiser une opération avec les pays majeurs de la zone, qui possèdent un véritable savoir-faire en matière de surveillance des pêches. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux, notamment pour tout ce qui concerne la fonction garde-côtes. » Cet engagement illustre parfaitement la capacité de ces quatre pays à travailler en parfaite interopérabilité et à agir dans des domaines stratégiques partagés, comme la préservation de la ressource halieutique. ●

CHANGEMENT CLIMATIQUE LA DÉFENSE SE MOBILISE

Dossier réalisé par **Éléonore Krempff**

Alors que la COP 22, conférence des Nations unies sur le changement climatique, se tient au Maroc du 7 au 18 novembre, *Armées d'aujourd'hui* revient sur la politique du ministère dans ce domaine. Consciente des conséquences que le bouleversement climatique a sur la sécurité dans le monde, la Défense agit sur le plan international, notamment avec les conférences " Climat-Défense", et mène en son sein une politique exemplaire pour la transition énergétique et le développement durable.



Climat-Défense

Une prise de conscience internationale

Si le réchauffement climatique bouleverse les écosystèmes, il induit aussi des implications stratégiques et sécuritaires. Deux conférences internationales sur le thème « Climat-Défense » réunissant les ministres de la Défense de différents pays ont eu lieu en France et au Maroc en 2015 et 2016. Objectifs: analyser les risques et préciser le rôle des armées lors de crises climatiques.

Limiter à +2 °C le réchauffement climatique d'ici à 2100 : c'est l'objectif de l'accord de Paris approuvé par 195 pays lors de la COP21, en décembre 2015. Si rien n'est fait, les projections actuelles prévoient une élévation de 4 ou 5 °C des températures mondiales ; une hausse qui bouleverserait les écosystèmes et les économies de façon irréversible. Elle aurait des conséquences environnementales majeures sur la plupart des régions du monde, devenues pour certaines inhabitables, et son impact sur la paix et la sécurité serait sans doute considérable.

Alors que la première conférence internationale des ministres de la Défense sur le changement climatique, organisée en octobre 2015 par le ministre de la Défense français, Jean-Yves Le Drian, permettait de dépasser les préjugés qui opposent, à tort, les termes « écologie » et « défense » ; la deuxième conférence, organisée le 7 septembre 2016 à Skhirat, au Maroc, dans le cadre de la présidence marocaine de la COP22, aura permis notamment de dresser un état des lieux du rôle des armées dans la gestion des crises liées aux changements climatiques.

SÉCHERESSES, FAMINES, INONDATIONS...

Lors de la conférence de 2015, l'ancien ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius estimait que « les sécheresses, les famines, les inondations provoquées par le réchauffement climatique pourraient constituer l'un des facteurs majeurs de déclenchement des conflits pour les générations à venir » ; une perspective conduisant Jean-Yves Le Drian à juger indispensable l'établissement « d'une nouvelle cartographie des risques associés aux changements climatiques ». « Il n'y a bien sûr pas d'effets mécaniques entre climat et conflictualité », précise Nicolas Regaud, conseiller auprès du directeur des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense, mais les





© JONATHAN BELLENAND/MARINE NATIONALE/DÉFENSE

zones de fragilité climatique sont un terreau favorable au développement de trafics et à l'installation de groupes armés terroristes, comme dans le bassin du lac Tchad, zone d'action du groupe Boko Haram. » En cinquante ans, sa superficie (dont 30 millions de personnes sont tributaires) est passée de 25 000 à 1 350 km² ; entre changement climatique et surexploitation de ses ressources, le niveau du lac a ainsi chuté de 90 % par rapport à 1960 ! Selon l'ONU, 9,2 millions de personnes ont besoin d'assistance alimentaire dans ce bassin, soit la moitié de ses habitants. Dans cet exemple, comme dans tant d'autres, le changement climatique et les phénomènes climatiques extrêmes contribuent, aux côtés d'autres facteurs, au déclenchement des crises et des conflits.

OBSERVATOIRE D'EXPERTS ET DE CHERCHEURS

C'est pourquoi cette question doit aujourd'hui être considérée comme un enjeu fondamental, un risque stratégique à part entière. Lors de la conférence marocaine, le secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, Jean-Marc Todeschini, a rappelé l'importance d'une mobilisation internationale pour « appréhender finement cette problématique [...] à travers toutes les composantes de notre politique de défense, tant aux niveaux politique et stratégique qu'opérationnel, capacitaire et technologique ».

En plus de la politique de développement durable nationale engagée par les administrations publiques et le ministère de la Défense, des actions concrètes voient progressivement le jour : la création d'un « observatoire » composé d'une communauté d'experts de haut niveau – chercheurs et spécialistes publics et privés – pour réaliser une série d'études et mieux cerner les implications des changements climatiques sur la politique de défense, dans les volets opérationnels et capacitaires notamment. Des études de cas permettront ainsi de préciser les liens entre climat et tensions internationales, notamment sur le continent africain. « L'idée est de

mettre en partage, d'agréger ces compétences pour créer un pôle d'expertise sur le sujet », confie Nicolas Regaud. Le ministère va consacrer plusieurs millions d'euros à cette approche pluridisciplinaire au cours des quatre prochaines années, pour renforcer les capacités de veille, d'analyse et d'élaboration de stratégies publiques.

Il soutient d'autre part un projet de programme scientifique original mené avec le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, ainsi qu'avec le Muséum national d'histoire naturelle, portant sur l'analyse du comportement en vol d'oiseaux migrants transpacifiques susceptibles de contribuer à l'alerte précoce de cyclones.

« Après une première phase d'étude de faisabilité au niveau national, il aura pour vocation d'associer nos partenaires régionaux [...] et s'inscrit dans le cadre plus large d'une cartographie des risques environnementaux, notamment dans la région Asie-Pacifique », a souligné Jean-Marc Todeschini. Après la première conférence organisée en 2015, le Maroc transforme donc l'essai cette année, en attendant qu'un pays d'Asie, qui doit accueillir en 2017 la COP23, accepte de poursuivre ce nouveau cycle de conférences internationales de haut niveau. « Il y a matière à construire un code de conduite international sur un sujet aussi stratégique, aux multiples incidences sur les institutions de défense. Ce sera, quoi qu'il en soit, un vrai combat à mener sur une génération », conclut Nicolas Regaud. ●

Débarquement de fret du BPC « Mistral ». En raison du changement climatique, certaines régions du monde subissent la sécheresse et nécessitent une aide humanitaire.

L'accord de Paris ratifié

Première entente universelle sur le climat, l'accord de Paris est entré en vigueur le 4 novembre. C'est la première fois qu'un texte international fait l'objet d'une adhésion aussi massive et aussi rapide. Cette étape décisive prouve l'engagement sans précédent de tous les pays qui ont cru en ce projet de société, ont bousculé leurs gouvernements et se sont engagés à travers l'agenda des solutions. Elle prouve aussi que l'émergence d'un nouveau modèle de développement est irréversible : face à l'urgence climatique, face à certains conservatismes, les peuples ont compris que la lutte contre le changement climatique est une chance à saisir.

Quand la Défense montre l'exemple

La politique de développement durable du ministère de la Défense est exemplaire. Pilotée par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, elle relève les enjeux de la transition écologique et énergétique de la COP 21. Objectifs : préserver les milieux, maîtriser l'écoconception, conforter une démarche socialement responsable et s'engager dans une coopération internationale.



© ALBAN BATTISTINI/BA 115 / ARMÉE DE L'AIR/DÉFENSE

Base aérienne 115 d'Orange. L'énergie apportée par les panneaux solaires est inépuisable et respecte l'environnement.

Le ministère de la Défense : un bon élève en matière de développement durable ! Il représente à lui seul l'un des moteurs de la mise en œuvre de cette politique au sein de l'État. Première administration française à établir un rapport en matière de développement durable, le ministère a une véritable responsabilité dans ce

domaine. La nature de ses activités, l'importance de son parc immobilier, de ses effectifs, ainsi que le volume de ses achats l'obligent à adopter un comportement exemplaire. Pour relever au mieux les enjeux de la transition écologique et énergétique dans la lignée de la COP 21, une nouvelle impulsion a été donnée au ministère de la Défense.

Jean-Marc Todeschini, secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire, l'a ainsi souligné lors de son intervention à la conférence « Défense et changements climatiques », en septembre au Maroc, « l'accord de Paris a accéléré l'élaboration d'une nouvelle stratégie ministérielle pour la période

2016-2020, en accord avec la stratégie nationale de transition écologique, qui concrétise les objectifs issus de la loi de transition énergétique, et nos engagements vis-à-vis de l'Union européenne pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre ».

HUIT PLANS D'ACTION AU SEIN DU MINISTÈRE

À la tête de l'élaboration de cette nouvelle stratégie inscrite dans les orientations du Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale, Myriam Achari, directrice de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) et haut fonctionnaire au développement durable, explique : « Je suis chargée d'élaborer la stratégie de développement durable de la Défense, en lien avec les armées, directions et services. Je coordonne à ce titre huit plans d'action sectoriels au sein du ministère ». Les objectifs sont multiples. Il s'agit de renforcer la cohérence des actions ministérielles et de donner un nouvel élan aux travaux déjà engagés, tout en tenant compte des contraintes opérationnelles et particulières de la Défense. Cette nouvelle politique s'inscrit donc dans la droite ligne de la COP 21, de la conférence « Climat-Défense » d'octobre 2015, mais également dans le respect des dix-sept objectifs de l'Agenda 2030, adoptés lors du Sommet des Nations unies pour le développement durable. Les questions environnementales deviennent ainsi un enjeu essentiel pour la France

lorsque les risques liés au changement climatique sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale. « Pour assurer au mieux ces missions, poursuit Myriam Achari, j'ai instauré une véritable gouvernance du développement durable avec un comité dédié de haut niveau qui se réunit au moins deux fois par an. Le bureau environnement et développement durable de la DMPA assure l'animation d'un réseau de référents et d'ambassadeurs qui suit et met en œuvre la politique de transition écologique au plus près du terrain. Tous nos travaux se font en lien avec le Commissariat général au développement durable. »

QUATRE DÉFIS MAJEURS IDENTIFIÉS

Quatre défis majeurs sont aujourd'hui identifiés. Le premier d'entre eux tient à la préservation des milieux et des territoires. Myriam Achari insiste tout d'abord sur le rôle des armées dans la gestion des crises et l'aide aux populations sur le territoire national (attentats, catastrophes naturelles, etc). David Makwaka, chef du pôle développement durable à la DMPA, souligne quant à lui le rôle de la Défense dans la « préservation des milieux d'un ministère présent sur 258 000 hectares de terrains en métropole et 11 millions de kilomètres carrés d'espaces maritimes. Le projet "Life Défense Nature 2mil" pour la préservation de la biodiversité sur quatre sites militaires d'envergure en est un des exemples emblématiques ».

Le second défi, note Myriam Achari, est lié à « l'écoconception et à la maîtrise de l'empreinte et des risques environnementaux inhérents à nos infrastructures et à nos équipements ». Les chiffres sont impressionnants et portent des enjeux très forts : le ministère exploite un peu plus de 3500 installations classées, des structures susceptibles de générer des risques ou des dangers et qui sont soumises à une réglementation particulière ; la Défense consomme également, hors carburant opérationnel, 360 000 tonnes équivalent pétrole par an. « C'est la raison pour laquelle la Défense s'inscrit dans une logique d'analyse du cycle de vie de ses infrastructures et de ses équipements. Cet outil d'évaluation environnemental permet de quantifier les impacts d'un produit, d'un bien ou d'un service, depuis l'extraction de ses matières premières jusqu'à son élimination », précise la directrice de la DMPA.

Au sein d'un ministère comptant 270 000 agents, le troisième défi consiste à conforter la démarche socialement responsable de la Défense au travers des politiques de cohésion et de solidarité nationale : parité, handicap, prise en charge des blessés, retour à l'emploi, etc. Dernier enjeu qui dépasse nos frontières, le ministère s'engage dans la coopération internationale pour un déve-



©ARMÉE DE L'AIR/DEFENSE

Ce véhicule électrique de transport est utilisé sur la base aérienne 705 de Tours : une base éco-responsable. Silencieux, sa vitesse peut atteindre 25 km/h.

veloppement durable, en contribuant notamment à l'élaboration de la réglementation européenne et des standards de l'Otan.

« La mise en œuvre de ces engagements, détaillés dans la nouvelle stratégie ministérielle diffusée ce mois-ci, entraînera de nombreux bénéfices environnementaux, sociaux et économiques qui, in fine, participeront à renforcer la performance du ministère de la Défense », se réjouit Myriam Achari. ●

Le fonds d'intervention pour l'environnement

Le fonds d'intervention pour l'environnement, dont le suivi est réalisé par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, a pour objet de financer les actions volontaristes et innovantes des armées, directions et services en faveur de l'environnement : économies d'énergie, préservation de la biodiversité, réduction de la consommation d'eau, gestion des déchets, etc. La délégation de crédits et le financement des opérations sont assurés par le Service d'infrastructure de la Défense. En 2015, quinze projets ont été retenus pour un montant global de 558330 euros.

Mesures écologiques Du concret sur le terrain

Réduction de la consommation énergétique des infrastructures, intégration de la dimension environnementale dans les équipements de défense, ou encore préservation de la biodiversité des terrains militaires... Les armées, directions et services du ministère de la Défense mènent de nombreuses actions de développement durable et en faveur de la transition énergétique. Illustration en quelques exemples.

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Balard, une machine naturelle autonome en énergie

Des solutions techniques respectant l'environnement et privilégiant la sobriété énergétique ont été mises en œuvre pour la construction de l'édifice principal du ministère de la Défense. Conçu pour être un bâtiment basse consommation, il assure de manière naturelle ses besoins de chaud, de froid et de ventilation pendant huit mois de l'année. Le rafraîchissement des locaux est assuré à partir d'échangeurs utilisant de l'eau d'origine géothermique, c'est-à-dire issue des sources souterraines. L'été, l'air du jardin, rafraîchi par l'eau et les plantes, est capté par les cheminées aérauliques de la toiture. Une petite station météo mesure et suit le rayonnement solaire afin d'ouvrir ou fermer les stores pour réguler la température des bureaux. Pour chauffer le bâtiment, la chaleur des salles de serveurs et l'eau sanitaire des cuisines sont récupérées. Les besoins annuels de chauffage ont été divisés par trois par rapport à ceux d'un bâtiment classique. La toiture de 5000 m², entièrement recouverte de capteurs photovoltaïques – le plus grand toit solaire de Paris –, permet la production de 600 MWh par an, soit l'équivalent de la consommation totale de 250 agents. L'électricité produite est entièrement consommée sur site.



© ARTEFACTORY

SERVICE DES ESSENCES DES ARMÉES



Vers une gestion durable du carburant

Le Service des essences des armées (SEA) oriente ses actions vers une gestion durable des emprises sur lesquelles il est installé. Quel que soit le territoire, la prévention et la gestion des pollutions et des risques liés aux activités de stockage et de manipulation des hydrocarbures liquides sont une préoccupation permanente. C'est pourquoi des cuvettes de rétention sont par exemple utilisées pour les stockages ; des décanteurs et séparateurs d'hydrocarbures trient les effluents afin d'éviter des rejets dans la nature et des piézomètres (appareils mesurant la compressibilité des liquides) permettent de surveiller la qualité des eaux souterraines. La récupération des déchets (emballages, polluants) fait aussi l'objet d'un retraitement systématique, en France comme à l'étranger. De plus, en métropole, le recours au transport massif par oléoduc est privilégié. La formation et la sensibilisation du personnel à ces enjeux environnementaux sont assurées au sein de la base pétrolière interarmées de Chalon-sur-Saône. Un partenariat avec l'Association pour la prévention dans le transport des hydrocarbures, implantée près du Creusot, est par ailleurs établi pour former les conducteurs à l'éco-conduite. Enfin, le SEA soutient toute démarche visant à promouvoir l'usage d'énergies renouvelables pour le stationnement des forces en opérations. La génération d'électricité, aujourd'hui essentiellement d'origine hydrocarbonée, pourrait être réorientée vers une source solaire, diminuant ainsi l'empreinte logistique du SEA.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ARMEMENT

Pionnière de l'écoconception

Les équipements de défense intègrent désormais la dimension environnementale dès leur conception. Le plan d'actions du ministère de la Défense prévoit que toutes les opérations d'armement lancées à partir de 2008 fassent l'objet d'une démarche d'écoconception dès les premières spécifications établies par la Direction générale de l'armement (DGA). Elle permet de minimiser l'impact environnemental de l'équipement sur l'ensemble de son cycle de vie : matériaux utilisés, processus de fabrication, utilisation, maintenance et démantèlement favorisant le recyclage. La DGA anticipe les contraintes réglementaires (Reach...) ; une analyse prospective qui touche aussi bien les programmes d'armement que l'investissement des technologies d'avenir. À titre d'exemple, la DGA a notifié, le 16 décembre 2015, la commande des premiers navires à propulsion hybride avec batteries aux sociétés H2X et Cegelec Defense et Navale Sud-Est. Six chalands multi-missions, équipés d'un système de propulsion électrique alimenté soit par des groupes électrogènes fonctionnant au gazoil soit par des batteries rechargeables à quai ou en mer, vont ainsi entrer en service dans la Marine nationale à partir de fin 2017. La DGA investit également dans les technologies d'avenir. Pour illustration, le projet Rapid Operasol a permis de développer un module de panneaux solaires photovoltaïques légers et résistants destinés à des applications nomades (tentes...). L'équipement ultraplats (14 mm) et sa technologie composite (3,8 kg/m²) permettent un gain de place de plus de 60 % et de poids de 70 % par rapport à un panneau standard avec une face avant en verre.

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

Une rénovation de bâtiment offrant des performances énergétiques optimales

La réhabilitation du bâtiment hébergeant les cadres célibataires de la caserne du 54^e régiment d'artillerie de Hyères a été engagée pour améliorer son confort, tout en visant un niveau de performances énergétiques optimales. Le bâtiment n'avait pas été rénové depuis sa construction, en 1973. Un effort important a été mené sur le traitement de l'enveloppe de l'édifice, avec notamment la pose de vitrages à faible émissivité qui réduisent l'effet de surchauffe, ou l'isolation des combles par 40 cm de laine minérale soufflée. « L'installation de 40 m² de panneaux solaires permet de couvrir 60 % des besoins en eau chaude sanitaire », précise François Flechy, conducteur d'opérations de l'établissement du Service d'infrastructure de la Défense de Toulon. D'autre part, le chauffage, assuré par une chaudière gaz à condensation et par des radiateurs basse température, et la gestion automatique de l'éclairage par Led permettent, entre autres, des consommations trois fois moins importantes que celles du bâtiment avant rénovation, soit une consommation de 61 kWh/m² d'énergie primaire par an. »



ARMÉE DE TERRE

Investie dans le génie écologique

Dans le cadre du projet « Life Défense Nature 2mil » (www.lifeterrainsmilitaires.fr), premier projet européen réalisé en France s'intéressant à la biodiversité des sites militaires, l'armée de Terre a engagé des travaux de restauration des espèces et habitats protégés sur le camp de Chambaran, en Isère, et celui des Garrigues, dans le Gard. Ces actions ont permis de dépolluer, d'ouvrir, d'entretenir les sites et de lutter contre le risque d'incendies. Le projet, d'un budget total de 2 millions d'euros, est cofinancé à hauteur de 1 million d'euros par la Commission européenne au titre de l'instrument financier pour l'environnement (Life). L'armée de Terre va par ailleurs expérimenter, entre mai et octobre 2017, un nouveau modèle de gestion autonome de ses terrains, notamment sur les 5300 hectares du camp militaire de Coëtquidan. Afin de réduire les coûts d'entretien, l'état-major de l'armée de Terre (Emat) s'est associé à l'entreprise de génie écologique Reizhan pour organiser le prélèvement des herbes et ligneux, c'est-à-dire les plantes dont le bois est le principal matériau de structure. Ils seront ensuite valorisés via les filières énergétiques (chaufferie bois), matière (bois de construction, autres matériaux bio-sourcés), alimentaire (éco-pastoralisme) et agronomique (compost) ; ce projet prévoit de faire appel à des jeunes du service militaire volontaire afin de les initier aux travaux forestiers, agricoles et de génie écologique. D'autre part, l'Emat a également inscrit dans la stratégie ministérielle Défense durable 2016-2020 une réflexion sur l'opportunité d'associer les acteurs du génie écologique aux activités civilo-militaires : les modalités de cette intervention restant à définir.



MARINE NATIONALE

Mission gestion des déchets

Pour limiter l'empreinte de ses activités sur l'environnement, la Marine nationale s'engage en adaptant ses matériels et ses procédures, notamment celles relatives à la gestion des déchets à quai et en mer. Ainsi, lancée il y a sept ans à Toulon – et menée en 2014 à Brest –, l'opération « rade propre » consiste en une grande campagne de nettoyage des emprises militaires et de leurs environs ; les communes voisines pouvant recourir aux moyens et savoir-faire spécifiques militaires. L'opération s'inscrit dans le cadre du contrat de baie n° 2 de la rade de Toulon engageant l'ensemble des acteurs sur un programme d'actions de cinq ans autour de la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques. Chaque année, entre 100 et 200 m³ de déchets (épaves, pneus, déchets métalliques, bouteilles) sont ainsi récoltés en l'espace d'une semaine. Par ailleurs, le label « PassePort Propre », créé en mai 2011, permet de sensibiliser les équipages, du matelot au commandant, à la gestion et au tri des déchets. Évidente à la mer, la tâche peut devenir plus complexe à quai, face à l'organisation de l'enlèvement des déchets pour des raisons diverses : réglementation, espaces de stockage disponibles ou durée de séjour à quai. À ce jour, dix-sept navires ont été labellisés une ou plusieurs fois « PassePort Propre », le label étant valable un an.



© S.I.T. LIONEL/54° RADEFENSE

ARMÉE DE L'AIR

À l'heure de l'énergie électrique

Le détachement air 273 de Romorantin a lancé en septembre 2015 un projet de mise en place d'une ombrière de parking photovoltaïque pour permettre la recharge à l'énergie solaire de deux des véhicules électriques du personnel. Le projet répond également à l'arrivée sur le site d'un parc de véhicules électriques, prévu dans le cadre du plan d'action « administration exemplaire pour la transition écologique » du 17 février 2015 ; et s'inscrit dans la perspective de la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, qui a pour but de réduire les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. « La structure devrait être installée d'ici la fin de cette année, annonce Corinne Léoni, chargée de la protection de l'environnement au bureau « maîtrise des risques » du détachement. La totalité de l'électricité produite par l'énergie solaire sera directement stockée dans les batteries des véhicules électriques ou bien réinjectée sur le réseau électrique interne. » Cette production annuelle est évaluée à 38 000 kWh, soit l'équivalent de 100 000 kilomètres parcourus.



© OLIVIER NICOLAS/MARINE NATIONALE/DEFENSE

Garde nationale

Coup d'accélérateur aux

Au service de la protection des Français, la Garde nationale a été créée le 13 octobre, onze mois après les attentats de Paris. Elle consacre la politique de relance de la réserve opérationnelle. En 2018, ses effectifs atteindront 85 000 personnes : 40 000 pour les armées, 40 000 pour la gendarmerie et 5 000 pour la police.

Par Paul Hessenbruch



« **J**e souhaite que l'on tire mieux parti des possibilités des réserves de défense, encore insuffisamment exploitées dans notre pays, alors que nous avons justement ce gisement », expliquait François Hollande, président de la République, le 16 novembre 2015, devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles trois jours après les attentats de Paris et de Saint-Denis. Il annonçait alors sa volonté de créer une Garde nationale.

Créée par décret le 13 octobre dernier, cette Garde nationale consacre la politique de relance et de rénovation profonde des réserves militaires initiée dès 2013 par

Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. Après l'identification des problèmes – faible niveau de financement, manque de considération, lourdeurs administratives –, Jean-Yves le Drian avait en effet lancé des chantiers dans le dispositif des réserves.

PRISE DE CONSCIENCE DU BESOIN

Les attentats de 2015 et le fort taux d'engagement des forces armées ont fait prendre conscience de la nécessité d'adapter la Défense et l'utilité directe d'un recours accru aux réserves opérationnelles. Le 28 juillet, à la suite de la présentation à l'Élysée des rapports parlementaires relatifs aux travaux

réserves opérationnelles



Aujourd'hui, 5 500 réservistes sont employés chaque jour. Ce chiffre atteindra 9 250 en 2018.

femmes, l'objectif fixé par le Président est d'atteindre un effectif de 85 000 personnes à l'horizon 2018, dont 40 000 réparties entre les trois armées, 40 000 dans la gendarmerie et 5 000 pour renforcer les rangs de la police nationale.

Depuis cet été déjà, 5 500 réservistes sont employés chaque jour. Avec une augmentation des effectifs jusqu'en 2018, ce chiffre devrait atteindre les 9 250 personnes, soit une augmentation de deux tiers par rapport à 2015.

MISE EN ŒUVRE INTERMINISTÉRIELLE

La gouvernance de la Garde nationale a été placée sous l'autorité conjointe des ministres de la Défense et de l'Intérieur tandis qu'un secrétaire général en assure la promotion et le développement dynamique. Une fonction actuellement occupée par le général de division Gaëtan Poncelin de Raucourt. Accompagné d'une équipe interministérielle, il se voit confier la politique de recrutement, d'attractivité, de fidélisation, de communication et de partenariat avec la société civile et les entreprises.

Pour les membres de la Garde nationale qui feront partie de la réserve opérationnelle des armées, les missions seront celles des soldats d'active. Ils pourront être déployés pour la protection du territoire, la cyberdéfense, les opérations extérieures, mais aussi le Service de santé des armées. « Cette réforme représente une chance pour la réserve opérationnelle des armées. Elle deviendra le pendant de l'armée professionnelle, en s'intégrant davantage à l'armée d'active, en devenant plus souple,

portant sur la Garde nationale et sur les dispositifs citoyens du ministère de la Défense, le chef de l'État actait la création de la Garde nationale et son périmètre d'actions. Ce nouveau dispositif ne se présente pas comme une entité autonome, mais regroupe les volontaires pleinement intégrés aux forces de sécurité intérieure et aux armées. Elle rassemble tous les réservistes ayant vocation à porter une arme, c'est-à-dire les réserves opérationnelles des armées et de la gendarmerie, mais également celle de la police nationale. Si, aujourd'hui, ces réserves opérationnelles sont armées par 63 000 hommes et

Les mesures pour favoriser l'engagement

Les réservistes de la Garde nationale bénéficieront :

- d'une participation au financement du permis de conduire B à hauteur de 1 000 euros ;
- d'une allocation annuelle de 1 200 euros pour les étudiants de moins de 25 ans ;
- d'une prime de fidélisation pour ceux qui renouvelleront leur engagement ;
- de la valorisation des compétences acquises avec des passerelles possibles notamment vers les métiers de la sécurité.

Les employeurs obtiendront

un crédit d'impôt afin de compenser les temps d'absence de leurs salariés engagés dans cette force.

plus modulaire, plus réactive. Cette réforme marque l'effort que nous attendions depuis la professionnalisation des armées en 1996 », a souligné le chef d'État-Major des armées, le général de Villiers.

Pour accompagner la création de la Garde nationale, plusieurs mesures ont été décidées. Dès 2017, 311 millions d'euros sont prévus, soit 100 millions de plus que les budgets déjà alloués pour les réserves opérationnelles. Un portail internet unique regroupe l'ensemble des informations propres à cette entité. Enfin, des mesures d'attractivité et de fidélisation sont mises en œuvre pour faciliter l'engagement des Français. Car, « pour défendre la République nous avons besoin de toutes les volontés, de toutes les énergies, de tous les parcours », avait rappelé le président de la République en juillet dernier. ●

Victimes du 13 novembre

Se reconstruire à Percy

Dans la nuit du 13 au 14 novembre 2015, après les attentats parisiens, 17 blessés par balles étaient soignés en urgence à l'hôpital d'instruction des armées Percy, à Clamart. Deux mois plus tard, ces polytraumatisés commencent leur rééducation. Dans ce long et douloureux parcours de soins, ils bénéficient de l'expérience que possède le service de médecine physique et de réadaptation concernant les blessés de guerre.

Par Camille Brunier



Séance de kinésithérapie.

© OLYMPE GOUBAULT/ARMÉE DE L'AIR/DÉFENSE

Un an après les tragiques attentats de Paris qui firent 352 blessés, 3 des 17 patients qui ont été accueillis par l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Percy y sont encore suivis : l'un en hospitalisation complète, les deux autres en hôpital de jour. Ils font partie des 58 personnes prises en charge « sous le feu », en chirurgie et en réanimation, par les deux hôpitaux militaires de la plateforme Île-de-France, lors de la soirée du

13 novembre. Pour ces blessés, près de deux mois plus tard, une autre étape commençait en intégrant le service de médecine physique et de réadaptation (MPR) de l'hôpital Percy dans lequel travaille le médecin en chef David. « *Les patients étaient polytraumatisés, avec des conséquences lourdes comme les blessés de guerre que l'on traite habituellement à Percy, détaille-t-il. La durée de leur prise en charge hospitalière a pu varier. Certains*

sont restés six mois, d'autres sortiront d'ici un an. » Louis, kinésithérapeute dans le service MPR, souligne : « Ces personnes ont nécessité une prise en charge complexe et pluridisciplinaire : ergothérapie, kinésithérapie, orthophonie, neuropsychologie et psychiatrie. » Outre les atteintes physiques, les victimes de ces attentats ont présenté des problèmes cognitifs. Certains se sont trouvés en état de stress post-traumatique, un trouble bien connu des médecins militaires, qui peut apparaître des mois, voire des années après les faits.

Deux étapes clés ont défini le parcours de soins de ces blessés : la rééducation et la réadaptation. La première consiste, pour le patient, à récupérer le maximum de ses capacités physiques. La réadaptation, quant à elle, est destinée à préparer le départ de l'hôpital, un moment qui peut être source d'appréhension. « Ici, à Percy, ils ont été en quelque sorte protégés. Sortir et reprendre le cours de leur vie peut être vécu comme une vraie confrontation », précise Louis.

OBJECTIF AUTONOMIE

À l'hôpital, les journées d'Arnaud, commissaire de police blessé au Bataclan et paraplégique depuis, ont été rythmées par les séances de kinésithérapie et d'ergothérapie. « La musculation et le travail de manipulation du fauteuil roulant m'ont fait gagner en autonomie. J'ai passé beaucoup de temps avec l'équipe soignante », confie-t-il. « L'objectif est de travailler l'autonomie à travers nos séances. Nous essayons de trouver des solutions pour améliorer le quotidien des patients, cela passe par le choix du fauteuil roulant ou encore d'un logement adapté », confirme Diane, son ergothérapeute.

L'enceinte de l'hôpital a été conçue pour offrir le meilleur accompagnement possible aux blessés en termes de rééducation, de réadaptation mais aussi de reconstruction psychologique. En effet, Percy dispose d'un appartement thérapeutique dans lequel les patients peuvent vivre en autonomie, le temps d'une semaine, ainsi que de la Maison des familles, qui permet aux personnes hospitalisées de retrouver leurs proches. Arnaud a pu profiter de cette dernière pour Noël et le jour de l'an : « J'ai ainsi passé les fêtes de fin d'année avec mes

enfants ailleurs que dans une chambre d'hôpital... ».

À Percy, les victimes des attentats ont aussi bénéficié d'une équipe soignante formée pour les accompagner dans le circuit administratif. « En tant que militaires, nous connaissons bien les droits auxquels les victimes d'attentats peuvent



Au sein de l'appartement thérapeutique, les patients (ici un blessé militaire) se réadaptent aux gestes de la vie courante avec l'aide des ergothérapeutes.

©BRUNO BIASUTTO/DICOD/DÉFENSE

prétendre, explique le médecin en chef David. Ils en bénéficient au même titre que les victimes de guerre et sont donc ressortissants de l'Office national des anciens combattants et des victimes de guerre. Notre rôle consiste aussi à accompagner ces patients dans cette étape qui n'est pas strictement médicale mais néanmoins capitale. Il ne s'agit pas d'une recherche de gain, mais d'obtenir une réparation financière adaptée et justifiée pour ●●●

© CLAIRE LIBERTRE/DICOD/DÉFENSE



L'aumônier militaire de Percy, Jean-Marie Le Gall – ici avec Arnaud, l'une des victimes du Bataclan –, apporte un soutien spirituel ou simplement amical.

●●● *fermer le chapitre.* » Dans cette lignée, le projet de créer une C2RBA, cellule de réadaptation et réinsertion des blessés d'attentats pour les accompagner dans leur parcours administratif, a été évoqué. Il s'agirait de décliner la C2RBO, destinée aux blessés en opération, créée à Percy, qui a pour vocation de mettre en relation différents acteurs de l'action médico-sociale afin d'améliorer la prise en charge des militaires blessés.

LA GUÉRISON PAR L'ART ET LE SPORT

Au sein de l'HIA Percy règne une ambiance particulière. « Ici, les patients civils côtoient les blessés militaires. Certains se sont aperçus qu'avec un appareillage adapté il est possible de réaliser des choses qu'ils n'imaginaient pas, comme du sport de haut niveau. Certains de nos soldats ont participé aux Rencontres militaires blessures et sports. Cette cohabitation crée une émulation, une dynamique de groupe appréciable et appréciée », remarque Louis. Mais, à Percy, le sport n'est pas la seule voie de guérison, l'art y tient une place importante. Un piano a par exemple été installé dans le hall, où des expositions sont aussi organisées. « La rééducation consiste à apprendre à vivre avec ce qui, désormais, leur manque, comme la possibilité de marcher, souligne Louis. Il doit y avoir la volonté de faire : on

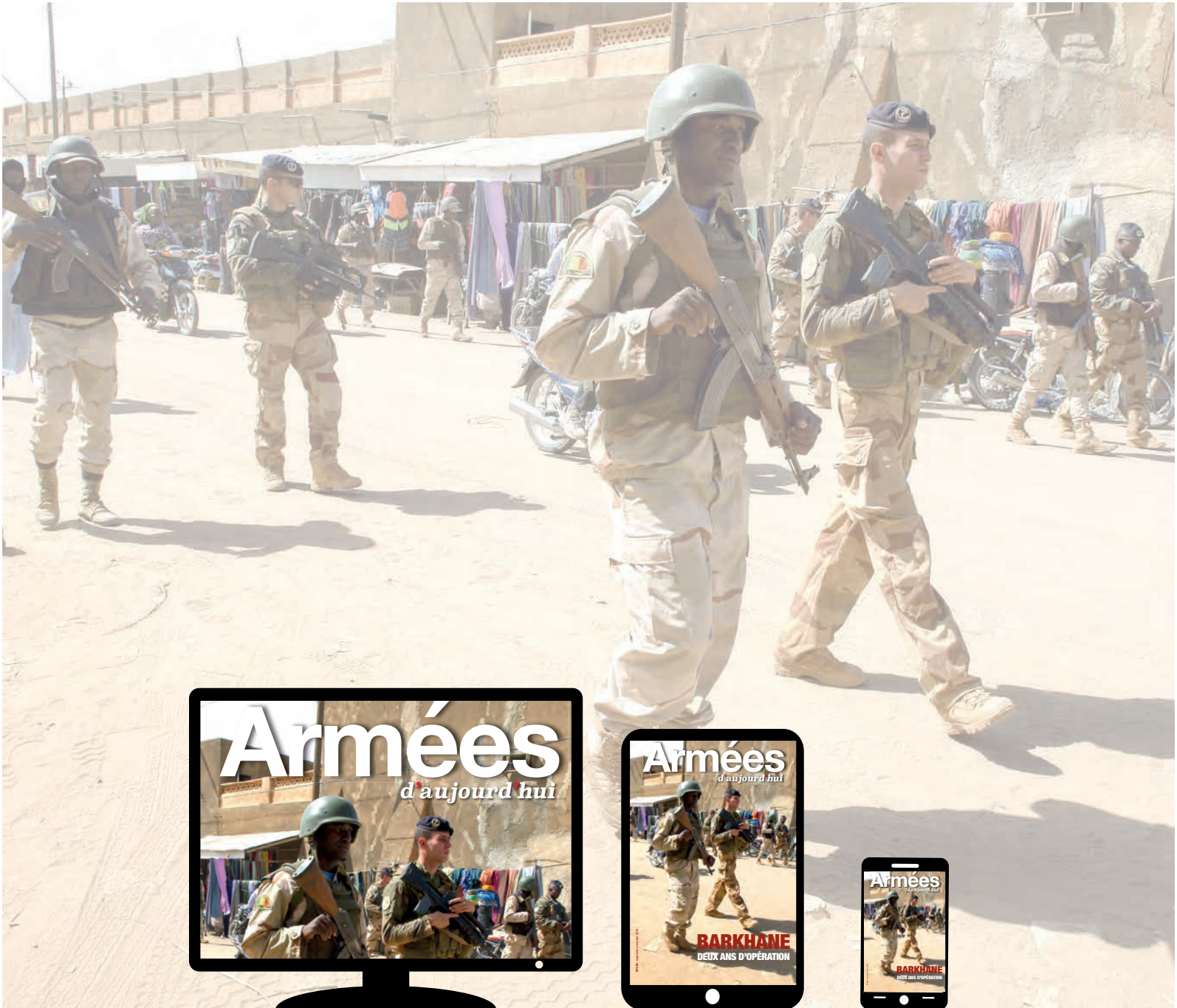
ne peut pas rééduquer quelqu'un contre son gré, mais on peut lui insuffler cette envie. Souvent, il y a de la musique ici, on petit-déjeune ensemble, on fête les anniversaires... C'est chaleureux et puis, en tant que praticien, ça m'intéresse de savoir comment un patient qui a des problèmes cognitifs va couper un gâteau en huit parts égales ! »

De fait, durant ce parcours de soins long et fastidieux, des liens particuliers se sont noués entre l'équipe de Percy et les blessés du 13 novembre. « Nous, kinésithérapeutes, entretenons une relation douce avec les patients du fait de ce contact particulier avec leur corps. Cela peut les amener à se confier. Souvent, d'ailleurs, nous sommes bouleversés parce que nous ne sommes pas toujours préparés à recevoir tout ça. Cette charge mentale se révèle assez lourde », confie Louis.

SOUTIEN ET EXPERTISE MILITAIRE

Cette volonté d'aider est partagée par Jean-Marie Le Gall, aumônier militaire de l'HIA Percy, qui apporte un soutien spirituel ou simplement amical à tous les patients et au personnel soignant, sans distinction de confession ou de croyances, qui en éprouvent le besoin. « En plus de cette compétence issue de l'expertise militaire et mise au profit des civils, il existe ici une attention particulière portée aux patients, constate-t-il. Pour ma part, je me suis efforcé de consoler, de compatir et de reconforter les victimes de ces attentats que j'ai pu rencontrer », livre l'aumônier. Le temps du départ est celui de fortes émotions, pour les blessés comme pour ceux qui les soignent. « Lorsqu'un patient quitte le service, raconte Louis, il n'est pas rare que les larmes coulent. Nous sommes contents de les voir partir et du parcours effectué, de les avoir vus changer, mais finalement nous aussi ça nous a transformés. »

La prise en charge des blessés du 13 novembre à Percy témoigne de l'apport que représente la médecine militaire pour la médecine civile grâce à son expérience des blessés en opérations extérieures. Aujourd'hui, le risque d'attentats auquel est confronté notre pays, comme l'a rappelé le drame de Nice le 14 juillet, pointe l'importance d'une collaboration étroite entre tous les acteurs de la santé. ●



Votre magazine **Armées d'aujourd'hui** en version digitale

- Un accès sur tout support : ordinateur, tablette et smartphone
- Un confort de lecture optimisé
- Un contenu enrichi de vidéos, de diaporamas photos et d'infographies interactives.



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

D I C O D

www.defense.gouv.fr / portail.intradef.gouv.fr

« La Défense a toujours été très présente auprès de la jeunesse »



© ANTHONY THOMAS-TROPHIME/DICODIDÉFENSE

ENTRETIEN AVEC LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PHILIPPE PONTÈS, DIRECTEUR DU SERVICE NATIONAL.

À la tête de la Direction du Service national depuis le 1^{er} juillet, le général Pontès fait le point sur les attributions élargies confiées à la structure et présente ses projets et ambitions pour renforcer le lien armées-jeunesse.

Propos recueillis par Victor Bouemar

Vous avez pris vos fonctions cet été. Quelles sont les nouvelles missions de la Direction du service national (DSN) ?

Comme vous le savez, la jeunesse est au cœur de l'action du ministère. Il s'agit pour la Défense de relever le défi de l'attractivité afin de garantir la pérennité des armées et leur efficacité opérationnelle. Il s'agit également, conformément aux orientations du président de la République, de contribuer significativement à la cohésion sociale et nationale de notre pays. Dans ce paysage, la DSN était jusqu'ici exclusivement en charge de la mise en œuvre de la Journée défense et citoyenneté (JDC), centrée sur les questions de sécurité et de défense et à travers laquelle nous sensibilisons aussi les jeunes Françaises et Français

à leurs droits et devoirs de citoyen. À l'occasion des 60 ans de la Commission armées-jeunesse (CAJ), en mai dernier, le ministre a souhaité mettre en place une gouvernance renouée et consolidée de la politique jeunesse de la Défense afin d'améliorer la visibilité de ce sujet au sein du ministère, de favoriser les synergies internes et interministérielles tout en anticipant mieux les rendez-vous d'ampleur nationale pour le bénéfice de tous. La DSN a donc intégré les attributions de l'ancienne Délégation ministérielle à la jeunesse et à l'égalité des chances, et son directeur assure désormais la présidence de la CAJ. Plus largement, cette DSN élargie a vocation à coordonner la plupart des activités jeunesse du ministère, visant à les rendre plus lisibles et plus visibles,



en interne comme en externe. Mais cette nouvelle DSN ne se substitue pas aux armées, elle jouera simplement un rôle d'impulsion et de coordination entre tous ces acteurs. D'ailleurs, lors des JDC, ce sont les armées, directions et services qui mettent à notre disposition les 9 500 animateurs nécessaires à l'accomplissement de notre mission.

Les attentats survenus en France en 2015 et 2016 vous ont-ils contraints à changer l'orientation de votre politique concernant le lien armées-nation ? Dans cette perspective, quels sont vos projets avec vos partenaires ?

La DSN est peut-être un peu mieux équipée que d'autres pour traiter du lien armées-nation puisque, chaque année, nous recevons lors de la JDC l'intégralité d'une classe d'âge, soit environ 800 000 jeunes. Le récent rapport de la Cour des comptes conforte d'ailleurs la pertinence de cette journée au cours de laquelle les jeunes Françaises et Français sont sensibilisés aux menaces qui pèsent sur notre pays et nos concitoyens, de même qu'à la réponse que les forces armées y apportent. Il est indispensable que notre jeunesse comprenne le sens de nos opérations militaires, sur le territoire national ou à l'étranger. Plus largement, la Défense a toujours

été très présente auprès de la jeunesse. Les 30 000 jeunes recrutés annuellement au titre de l'active ou de la réserve, les 30 000 bénéficiaires du Plan égalité des chances (PEC)¹, les 10 000 stages proposés chaque année par la Défense et la mise en œuvre de la JDC parlent d'eux-mêmes. Il convient cependant d'adapter notre dispositif pour répondre aux orientations fixées par le Président en matière de sensibilisation aux questions de sécurité et de défense, d'expression de la citoyenneté, d'accès aux droits sociaux et de prévention de la radicalisation. Sur ce dernier point, le Premier ministre a souhaité intégrer à la JDC un module particulier sur le contenu duquel nous travaillons en interministériel. Cette dynamique d'adaptation a débuté dès 2014 par un recentrage de la JDC sur les questions de sécurité et de défense. Elle se prolonge cette année par la mise en place d'un module d'information sur l'accès aux bénéfices de la sécurité sociale et l'actualisation du module sécurité routière. J'ajoute que nous travaillons également à une meilleure prise en compte de la menace terroriste sur le territoire national dans notre module de présentation des menaces et des risques. Nous consolidons par ailleurs la présentation de l'offre métiers des armées, complétée par le détail des dispositifs existant au titre de l'égalité des chances et de l'engagement citoyen (dont le service militaire volontaire, la réserve militaire au sein de la Garde nationale et le service civique font partie). En complément, la JDC s'est peu à peu imposée comme l'outil national de détection des jeunes en difficulté et contribue très efficacement à la lutte contre le décrochage scolaire.

Face à une jeunesse de plus en plus connectée, envisagez-vous des projets de modernisation de la JDC ?

La crédibilité et l'efficacité de cette journée reposent sur plusieurs choses : d'abord sur une actualisation permanente des

Découverte du monde militaire à l'occasion de la Journée nationale de la réserve.



©STÉPHANE RAYSSAC/CRP

Journée défense et citoyenneté au 92^e régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand.

contenus, nous venons d'en parler. Elles se fondent également sur la délivrance de messages clairs et compréhensifs pour un public très hétérogène. Il me semble que nous pouvons progresser sur ce point. La crédibilité et l'efficacité de la JDC s'appuient enfin sur des outils pédagogiques à l'usage desquels notre jeunesse est rompue. De ce point de vue, le recours à des didacticiels tels que les *serious games* pour l'animation de certains modules est une piste à creuser. Enfin, nous devons réfléchir au meilleur moyen de rendre ces jeunes appelés plus acteurs de leur journée qu'ils ne le sont aujourd'hui. ●

¹ Plus largement, le PEC est l'outil privilégié d'expression du lien armées-nation en complément d'autres dispositifs tels que le protocole Défense/Éducation nationale/Agriculture, qui favorise la diffusion de l'esprit défense.



©STÉPHANE RAYSSAC/CRP

L'uniforme passé en revue

La tenue militaire s'exhibe sous toutes les coutures jusqu'à la fin du mois, à Lyon, avec Culture-Défense 2016 – l'épopée des uniformes militaires français. Initiée par le général gouverneur militaire de la ville, cette manifestation a débuté par un défilé concours avant de proposer une exposition et des conférences.

Par Samantha Lille

Il fallait du courage ou un grain de folie pour s'attaquer au symbole de l'appartenance à l'institution militaire qu'est l'uniforme. Après sa rencontre avec le créateur couturier Nicolas Fafiotte, le général Pierre Chavancy, gouverneur militaire de Lyon, a eu l'un ou l'autre, voire les deux, pour lancer le projet Culture-Défense 2016 – l'épopée des uniformes militaires français.

Organisé du 23 septembre au 27 novembre à La Sucrière, lieu incontournable du paysage culturel de la région, cet événement invite le public à mieux comprendre un aspect bien particulier du patrimoine militaire en alliant histoire, mode et culture.

Le projet, monté avec une soixantaine de partenaires, s'est bâti autour de trois rendez-vous : un défilé concours, une exposition textile et photographique ainsi qu'un cycle de conférences proposées les week-ends et jours fériés. « *L'initiative est très audacieuse et formidable pour rapprocher davantage les Français et leur armée* », se félicite Stéphane Bern, parrain de l'événement.

PATRIMOINE NATIONAL

Pour ce grand passionné d'histoire, « *les uniformes militaires font partie intégrante de notre patrimoine national* », il était donc assez naturel de s'attarder sur leur évolution. Ce parti pris offre aussi l'occasion d'aborder le devoir de mémoire de façon originale avec une approche à la fois ludique et pédagogique. L'objectif étant bien sûr de renforcer le lien entre



Les créations récompensées lors du concours (ci-dessus) ont ensuite intégré l'exposition présentant près de 400 uniformes, dont la gandoura du maréchal Lyautey (ci-contre).



© ANTHONY THOMAS-TROPHIME/DICOD/DÉFENSE

la Défense et la nation, en touchant principalement la jeune génération. Cette dernière s'est d'ailleurs laissé séduire sans trop de difficulté. Soixante-six étudiants de trois écoles de mode lyonnaises (Supdemod, Esmod et l'Université de la mode) se sont inscrits au défilé concours et 37 d'entre eux ont été sélectionnés par un jury de professionnels du monde de la mode pour présenter leurs créations lors du vernissage. Tous devaient suivre la même consigne : « *créer une tenue civile complète intégrant une pièce d'un uniforme militaire français de 1789 à nos jours* ». Et, à voir le résultat, l'inspiration ne leur a pas manqué. Difficile, il est vrai, d'imaginer une autre issue dans la capitale de la soie ! « *Des collaborations comme celle-ci nous sortent complètement de notre quotidien, nous qui vivons dans un univers artistique* », confie la lauréate du grand prix, Valérie Garcia. L'étudiante, actuellement en troisième année à Esmod, a choisi de revisiter une tenue de l'armée de Terre : « *Je viens de la montagne et j'ai voulu rester dans mon environnement en m'inspirant des chasseurs alpins. J'ai travaillé le tricot de manière à rappeler le filet de camouflage qu'utilisent ces militaires, blanc avec des petits trous.* » La réalisation est surprenante, déconcertante diront même certains, mais c'est en bousculant les codes que se créent des ponts et, ce jour-là, il y en eut beaucoup entre la mode, le militaire et le citoyen.

INFLUENCE SUR LA MODE

Les créations de la lauréate du grand prix et des trois premiers prix ont ensuite intégré l'exposition textile qui, sur 1 700 m², réunit pas loin de 400 pièces authentiques empruntées à 12 musées et à un collectionneur privé. Grâce à cette rétrospective, les visiteurs peuvent non seulement observer la transformation des uniformes à travers le temps, mais aussi découvrir l'influence que ces tenues ont exercée sur les tendances de la mode civile. « *L'exposition a pour but essentiel de rapprocher jeunes et moins jeunes de leur histoire car, vous le savez, on ne sait où l'on va que si l'on sait d'où l'on vient* », a tenu à rappeler le général Pierre Chavancy lors du vernissage. Dans cette optique, un partenariat entre l'Éducation nationale



© ANTHONY THOMAS-TROPHIME/DICOD/DÉFENSE

et la Défense a été signé avec la rectrice de l'académie Auvergne-Rhône-Alpes. Un projet pédagogique a été proposé aux établissements scolaires afin d'inscrire la visite de l'exposition au référentiel d'activités de l'année 2016-2017. « *Des anecdotes sont racontées par des médiateurs culturels aux enfants et adolescents. Ils pourront ensuite les transmettre à leur tour, au fur et à mesure du temps* », explique Virginie Girard, chargée de mission « commissariat d'exposition et scénographie ». La jeune femme, qui avoue avoir un coup de cœur pour la gandoura verte du maréchal Lyautey – à découvrir à La Sucrière –, espère surtout que tous seront éblouis « *parce que c'est comme cela que l'on retient les choses* ». ●

Création de l'un des étudiants en école de mode présentée lors du défilé concours le 22 septembre. À cette occasion, 37 tenues originales intégrant une pièce d'un uniforme ont été présentées à La Sucrière, lieu culturel emblématique de Lyon.

Une médaille pour l'occasion

Durant toute la durée de l'événement, une médaille souvenir créée pour l'occasion par la Maison Arthus-Bertrand est vendue au prix de 2 euros. Les bénéfices seront reversés aux associations de soutien des blessés des armées, de leurs familles et des familles des soldats morts au combat.

Infos pratiques

Jusqu'au 27 novembre à La Sucrière, 49-50, quai Rambaud, Lyon.
Ouvert de 11 h à 18 h, tous les jours sauf le lundi.
Entrée gratuite.
Plus d'informations sur : www.culture-defense-sud-est.fr

Rafale

L'Inde choisit la France

Après un an et demi de négociations, l'Inde a finalement passé commande de 36 Rafale le 23 septembre dernier. Un contrat qui confirme la confiance qu'a ce pays dans le savoir-faire aéronautique français : depuis les années 1950, quatre types d'appareils de combat sortis de chez Dassault ont équipé l'Indian Air Force.

Par le colonel Jérôme Pellistrandi, rédacteur en chef de la Revue Défense nationale



© ROLAND PELLEGRINO/CPAD/DÉFENSE

Le 23 septembre 2016 marquera une date symbolique dans la longue histoire du Rafale avec la signature du contrat d'acquisition de 36 avions par New Delhi. Le parcours aura été long et complexe, ouvrant non seulement une nouvelle page pour le Rafale lui-même, mais aussi pour la relation stratégique entre l'Inde et la France. Déjà ancienne, celle-ci s'appuie sur une longue tradition d'achats d'avions Dassault entamée en 1953. Le Rafale représente ainsi la cinquième génération d'appareils français à arriver dans l'inven-

taire de l'Indian Air Force (IAF). Certes, les négociations ont été difficiles, mais elles ont finalement confirmé la qualité des liens entre l'IAF et le constructeur français, basés sur des critères essentiellement opérationnels. À son indépendance, l'Inde, bien que fortement marquée par l'empreinte britannique, veut, dans un contexte d'affrontement avec le Pakistan, diversifier son armement, notamment dans le domaine aérien. Au début des années 1950, l'aéronautique française s'efforce de rattraper son retard technologique lié à la Seconde Guerre mondiale.

À gauche : Signature par Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense français, et son homologue indien, Manohar Parrikar, d'un contrat de vente de 36 Rafale le 23 septembre. Ci-contre : chaîne d'assemblage final de Rafale à Bordeaux-Mérignac.

Dassault développe alors un premier appareil à réacteur, l'Ouragan – dont le premier vol a eu lieu en 1949. Produit à 350 exemplaires, il est en service dans l'armée de l'Air française de 1952 à 1961. New Delhi en commande 71 exemplaires dans un premier temps. Ils voleront jusqu'en 1967. Puis, de 1951 à 1973, 111 Mystère IV – en tout, 410 appareils sont assemblés, ceux de l'armée française voleront de 1955 à 1982 – viennent équiper l'IAF, qui les engage en 1965 contre le Pakistan.

MODERNISATION D'APPAREILS

C'est ensuite le Sepecat Jaguar, de conception franco-britannique, qui est choisi. Cent soixante de ces appareils – dont les premiers entrent en service en 1980 – volent sous les couleurs indiennes. Parmi eux, 125 ont fait l'objet d'une modernisation. Des remises à niveau régulières sont planifiées puisque il est prévu que ce parc vole jusqu'en 2030.

Dans les années 1980, l'IAF commande 59 Mirage 2000, ce qui lui donne une capacité nucléaire. En 2011, il est décidé d'en moderniser 49 pour les prolonger de 25 ans. Le début de livraison par Dassault des appareils rétrofités a eu lieu en mars 2015 et cette nouvelle version devrait ainsi également voler jusqu'en 2030.

L'IAF affiche donc une longue pratique des avions Dassault et du savoir-faire français aéronautique, même si l'essentiel du parc aérien militaire indien est à majorité d'origine soviétique, puis russe. Mais la fiabilité des avions du type Mig 21 et Soukhoï reste aléatoire. Ainsi, 38 Mig 21 ont été perdus entre 2003 et 2013 et la patrie indienne, bien que cliente régulière de Moscou, pâtit des difficultés industrielles dans la réalisation des contrats. Ainsi, la disponibilité de la flotte de Soukhoï Su 30 atteindrait tout juste 55 %. Il n'est donc pas étonnant que l'IAF ait durant des années regardé vers un nouvel



© DASSAULT AVIATION/S. PANDE

appareil de combat avec le programme du *Medium Multi-Role Combat Aircraft* (MMRCA) lancé en 2001, qui prévoyait l'achat de 126 appareils, et pour lequel le Rafale avait été sélectionné en 2012. Toutefois, l'industrialisation de l'appareil en Inde s'est révélée hors de portée pour les industriels du pays et à un coût trop élevé, amenant à une fin (temporaire) du contrat MMRCA.

Cependant, l'obsolescence accélérée du parc d'avions de combat a amené New Delhi à réagir. L'IAF est autorisée à mettre en œuvre 42 escadrons, cependant, aujourd'hui, seulement 32 sont réellement opérationnels et cela pourrait se limiter à 25 d'ici 2022. Il y avait donc urgence à rééquiper l'IAF avec des appareils opérationnels et prêts à voler, d'où l'annonce en avril 2015 par le Premier ministre indien de l'achat de 36 Rafale « sur étagère ». De plus, si les tensions avec le Pakistan s'accroissent, la montée en puissance de la Chine inquiète également New Delhi.

LIVRAISON DANS 36 MOIS

Concernant la vente de ces 36 Rafale, les négociations ont duré 17 mois, ce qui, au regard des pratiques avec l'Inde, n'est pas si long, compte tenu d'une bureaucratie complexe et d'une législation anticorruption sévère. Le contrat, signé le 23 septembre, prévoit la livraison d'ici 36 mois de 28 monoplaces et 8 biplaces, le tout devant être achevé d'ici la fin 2019. Les armements

seront livrés avec les missiles longue portée air-air Mica et les missiles de croisière Scalp. Des équipements spécifiques seront adaptés. Le taux de disponibilité est fixé à 75 %, soit 27 appareils lorsque la flotte sera complète. Une option pour 18 appareils est incluse dans l'accord mais sans précision supplémentaire.

Cette première étape franchie, il est clair que les besoins de l'IAF demeureront et que les 36 Rafale ne suffiront pas à compenser, du moins quantitativement, la déflation des appareils anciens. Il n'est pas exclu, à terme, un Rafale « made in India » dans les années à venir, surtout si le bon déroulement du contrat satisfait la partie indienne. Bien sûr, la concurrence russe sera vivace avec le projet d'un chasseur de cinquième génération à partir du Soukhoï T50 /PAK FA, pour lequel l'Inde est partenaire du programme. Ce contrat de 36 Rafale avec la France représente bien un succès majeur et conforte le programme dans sa dimension exportation. Cela représente aussi une visibilité accrue dans le temps et qui permettra à l'avion de voler jusqu'aux années 2050. Cela conforte encore plus l'industrie de défense française et renforce un leadership en Europe. Mais ce succès est aussi lié à l'excellence de nos forces, premières utilisatrices du Rafale, qui démontrent à la fois la valeur opérationnelle de cet appareil et la qualité des aviateurs et marins mettant en œuvre l'avion. Et c'est bien cette équipe « France » qui a été reconnue par l'Inde. ●

Le bâtiment
multi-missions
« D'Entrecasteaux ».



© FLORENT LE BIHAN/MARINE NATIONALE/DÉFENSE

Un navire multicarte pour l'outre-mer

Premier d'une série de quatre navires conçus pour les territoires ultramarins, le bâtiment multi-missions (B2M) D'Entrecasteaux a rejoint cet été Nouméa, en Nouvelle-Calédonie. Armé par deux équipages de 23 marins, il assurera des missions de surveillance, de protection des intérêts français, d'assistance aux populations et pourra projeter des forces.

Par Carine Bobbera

Depuis qu'il a rejoint fin juillet son port d'attache, la base navale Chaleix en Nouvelle-Calédonie, le *D'Entrecasteaux* attire tous les regards. Avec sa silhouette profilée qui s'inspire des navires de soutien à l'offshore, il est le premier exemplaire d'une série de quatre bâtiments multi-missions (B2M), nouveaux fleurons de la Marine nationale.

En 2013, la Direction générale de l'armement (DGA) a commandé leur construction à la société Kership, coentreprise détenue par le chantier naval Piriou et DCNS. Les B2M succèdent aux bâtiments de transport léger, progressivement retirés du service et désarmés. Mieux adapté aux besoins actuels, le B2M est destiné à assurer les missions de souveraineté en outre-mer : présence, surveillance et protection des intérêts français dans les zones économiques exclusives. Il peut aussi projeter des forces en appui à la police et à la gendarmerie. L'assistance, le sauvetage aux populations, le soutien logistique ainsi que le transport de fret au profit des collectivités territoriales font également partie de ses capacités. « Il peut remplir un nombre incroyable de missions, souligne Chantal, directrice du programme B2M à la DGA. Sa polyvalence lui vaut d'ailleurs le surnom de couteau suisse. » Robuste et endurant, long de 65 mètres et large de

14 mètres, il peut atteindre la vitesse maximale de 13 nœuds, soit environ 24 km/h. Deux équipages de 23 marins se relayeront tous les 4 mois pour assurer au bâtiment une permanence de près de 200 jours de mer par an. Son autonomie est de 30 jours sans ravitaillement avec 40 personnes à bord. Équipé d'une propulsion puissante, reposant sur deux moteurs diesel de 1 342 chevaux, ainsi que d'un propulseur d'étrave lui facilitant les manœuvres, il bénéficie aussi d'un système de positionnement dynamique qui lui garantit le maintien dans un axe précis. Il dispose de capacités d'autodéfense avec deux mitrailleuses de 12,7 mm et possède deux embarcations d'intervention semi-rigides et une embarcation de servitude.

GRANDE CAPACITÉ LOGISTIQUE

Point fort du B2M : sa grande capacité logistique. Avec un pont de travail de 220 m², il peut accueillir 6 conteneurs et 2 véhicules 4x4 de type P4 ou Defender ou encore des véhicules de travaux publics. Sa grue de 17 tonnes lui permet de manutentionner conteneurs, véhicules et autres matériels. Le B2M renouvelle et renforce les capacités de la Marine nationale outre-mer, où le besoin de nouvelles unités se fait sentir depuis plusieurs années, notamment en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Le second B2M, le *Bougainville*, a quitté Brest début octobre pour rejoindre Papeete, en Polynésie française, où il devrait arriver mi-décembre. Le troisième, baptisé *Champlain*, a été mis à l'eau fin août à Concarneau, en Bretagne. Il est attendu sur l'île de La Réunion début 2017. La loi de programmation militaire prévoit également la commande d'une quatrième unité, destinée aux Antilles. ●

La réalité augmentée s'incruste dans les véhicules avec Scorpion



© DGA/DÉFENSE

Les véhicules de combat Jaguar et Griffon du programme Scorpion embarqueront, via la réalité augmentée, la technologie de la surimpression d'informations. Testée avec succès par la Direction générale de l'armement en partenariat avec l'armée de Terre, elle permet d'accélérer la prise de décision et l'action du combattant.

Par Victor Bouemar

Sens affûtés et aptitude à réagir vite font partie des qualités demandées aux combattants. Les équipages des futurs Jaguar (engin blindé de reconnaissance et de combat) et Griffon (véhicule blindé multirôle) pourront améliorer ces capacités grâce à la réalité augmentée du programme Scorpion. Cette technologie permettra d'insérer sur les écrans, les organes de visée et les épiscopes des véhicules des informations cruciales comme les positions des forces amies et ennemies ou des alertes sur les menaces avérées (tirs de petits calibres, départs de missiles). Ces informations seront fournies par les différents acteurs sur le terrain. « *Le système d'information et de combat Scorpion permet de connecter tous les éléments déployés afin de synthétiser et partager l'information. Ce processus s'effectue de manière schématisée, en surimpression via la réalité augmentée*, explique Sébastien, le directeur du programme à la Direction générale de l'armement (DGA). *Grâce à Scorpion, le soldat sera en mesure de connaître plus rapidement la situation, ce qui accélèrera sa prise de décision et, ainsi, son action finale.* » Pour élaborer cette technologie, la DGA a travaillé avec le groupement TNS-Mars

Le simulateur spécialisé dans les études d'organisation d'équipages permet de tester les véhicules du programme Scorpion.

constitué par Thales, Nexter et Safran. Trois campagnes d'essais ont déjà été menées par la DGA, en partenariat avec l'armée de Terre, pour étudier le comportement des soldats face à la réalité augmentée. « *Nous avons développé un module de simulation qui a permis de déterminer jusqu'à quel point l'information additionnelle bénéficie au soldat, et à partir de quand elle sature son environnement*, explique Sébastien. *Pour la génération qui a grandi avec des jeux vidéo utilisant déjà ce principe, l'appropriation de la technologie est facile, mais dans un contexte opérationnel où le stress est important, il faut doser son utilisation.* » Ainsi, face à un nombre d'alertes trop élevé, le combattant peut perdre en concentration. En diffusant l'information de manière équilibrée sur les écrans, le soldat trouve dans la réalité augmentée un véritable apport.

UN OUTIL POUR L'ENTRAÎNEMENT

Cette technologie permettra aussi de s'entraîner avec des moyens de simulation intégrés dans les véhicules, au sein de l'unité et sous la responsabilité de son chef. Et « *on peut désormais envisager le téléchargement de la future zone de projection d'une unité pour un entraînement avant déploiement* », ajoute le directeur du programme. La technologie, mature pour une utilisation dans les véhicules, pose de nouveaux défis quant à son adaptation aux fantassins. Par exemple, la DGA réfléchit à la projection des informations sur une paroi semi-transparente, comme un verre de lunette. « *Des études sont en cours pour mieux préparer le combat de demain* », conclut l'ingénieur. ●

COLONEL CAROLINE EN 6 DATES

1970

Naissance à Annecy

1994

Début de son activité
de vétérinaire

1999

Obtention du grade
de vétérinaire biologiste
des armées

2008

Déploiement au Tchad

2011

Obtention du grade
de vétérinaire en chef
des armées

2014

Référent de médecine
canine au niveau national



© ARNAUD KARAGHEZIAN/ECPAD/DÉFENSE

Passion animale

Vétérinaire en libéral durant cinq ans, Caroline, aujourd'hui colonel, réussit le concours du Service de santé des armées en 1999. En 2012, elle intègre le 132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre où, en tant que vétérinaire en chef, elle pratique la médecine et la chirurgie au profit des chiens militaires.

Par Domenico Morano

« **A**ussi loin que je me souviens, j'ai toujours voulu être vétérinaire. » C'est avec un large et sincère sourire que le colonel Caroline, vétérinaire en chef du Service de santé des armées, prononce ces mots. Née à Annecy (Haute-Savoie) il y a 46 ans, Caroline aime les animaux depuis l'enfance : « J'avais un chat à la maison. Je passais aussi beaucoup de temps chez mes grands-parents, qui possédaient deux chiens. » Une passion qui se transforme rapidement en vocation. Le bac S en poche, Caroline entre en classe préparatoire au lycée Champollion de Grenoble, puis intègre en 1990 l'École nationale vétérinaire de Toulouse. En 1994, elle obtient le droit d'exercer, avant de passer sa thèse en 1996 : elle pratique alors en clientèle mixte (chiens, chats, chevaux, etc.) pendant cinq ans dans le domaine libéral.

L'année 1999 marque un tournant dans son existence. À 29 ans, Caroline décide de passer le concours d'entrée au Service de santé des armées (SSA). « Le monde de la Défense était pour moi presque une évidence, assure-t-elle. Plusieurs de mes ascendants étaient militaires. Et un très bon ami, rencontré à l'école, avait lui aussi fait ce choix. » Après huit mois de formation à l'École d'application du Val-de-Grâce, Caroline devient vétérinaire des armées. Elle connaît plusieurs affectations avant de rejoindre en 2012 l'antenne vétérinaire de Suippes (Marne), au sein du

132^e bataillon cynophile de l'armée de Terre. « Ici, au 132, notre travail consiste pour beaucoup à réaliser de la médecine préventive, précise-t-elle. Nous faisons tout pour que les chiens ne tombent pas malades et soient dans une santé optimale pour pouvoir réaliser leurs missions de détection ou d'intervention. » Sur les 400 canidés que compte le bataillon, près de 100 sont déployés chaque année sur les théâtres d'opérations extérieures.

“
L'opex fait partie intégrante du métier de vétérinaire des armées
”

« Avant qu'ils ne partent, nous leur administrons un traitement préventif afin d'éviter toute contamination par des agents infectieux à l'origine des maladies invalidantes, voire mortelles. » Malgré les soins apportés par les maîtres-chiens, lors de certains entraînements au combat ou en mission, les animaux peuvent se blesser (fractures, plaies, etc.).

Caroline et les trois autres vétérinaires de Suippes pratiquent une dizaine de milliers de consultations par an, ainsi que plus d'une centaine d'opérations chirurgicales. Deux ans après son engagement au SSA, elle est envoyée quatre mois au Kosovo pour une mission de maintien de la paix. « Cela a été un moment très fort, se souvient-elle, tout d'abord parce qu'il s'agissait de mon premier déploiement sous les couleurs de mon pays, mais aussi parce que la situation était encore instable. La population macédonienne nous était particulièrement hostile. » Seule vétérinaire biologiste des armées sur place, Caroline doit prendre soin de la trentaine de chiens présents.

« J'avais une P4, un chauffeur, et c'est tout. Nous bougions tout le temps, ne restions jamais dans le camp. De fait, nous n'étions jamais en convoi. »

Caroline est par la suite repartie en opérations extérieures, notamment en Bosnie (2004), au Tchad (2008) et au Liban (2014) et, l'an prochain, elle espère être de nouveau projetée.

« L'opex fait partie intégrante du métier de vétérinaire des armées, affirme-t-elle. Même si c'est dur de quitter mes deux enfants, je ne regrette pas du tout la voie que j'ai choisie. J'avoue aussi que je ressens parfois un peu la nostalgie de l'époque où je pratiquais des césariennes de charolaises dans le secteur libéral, se souvient-elle en riant, mais je suis très heureuse aujourd'hui. » ●



DON DU SANG À BALARD

Toute l'année, des collectes de sang, de plasma et de plaquettes sont organisées par le Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) sur les emprises militaires. Une journaliste de la rédaction est allée effectuer un don dans l'un des camions mobiles du CTSA, à Balard. Ces dons permettent d'approvisionner les hôpitaux militaires et les troupes en opérations extérieures.

Par Carine Bobbera

Passez par la case entretien



PHOTOS : CLAIRE LEBERTRE/DICOD/DÉFENSE

1 Il est 8 h 30 en ce jeudi de septembre. Les deux camions du Centre de transfusion sanguine des armées (CTSA) sont garés devant le cercle mess de Balard Est. L'infirmière qui m'accueille me demande si j'ai bien déjeuné ce matin car il est déconseillé de faire un don à jeun. Pas de problème pour moi ! Elle me remet un questionnaire afin de préparer l'entretien médical confidentiel. Le médecin me questionne pour s'assurer que je peux donner mon sang sans conséquence, ni pour moi, ni pour les malades qui le recevront. Par exemple, est-ce que je fais des allergies ? Est-ce que je suis partie au Brésil dans les derniers mois ? Et bien non ! Mon groupe sanguin ? A+.
« Tous les groupes sont recherchés, explique-t-il. Cependant, les personnes du groupe O nous intéressent plus particulièrement pour les dons de sang total, car ce sont des donneurs universels. »

La peur de l'aiguille



2

Dipa, l'infirmière en soins généraux, m'installe dans un fauteuil. Je lui confie tout bas que j'ai peur des aiguilles... Elle parvient à me rassurer tout en préparant une première prise de sang pour vérifier si mon taux d'hémoglobine est assez élevé. Résultat : j'ai suffisamment de globules rouges pour effectuer le don. Elle revient avec une deuxième aiguille... plus grosse cette fois. Je tourne la tête quand elle me pique et ressens une petite douleur, mais supportable, ouf ! L'aiguille est en place. Dipa prélève des tubes d'échantillon pour des analyses, puis installe la poche sur un appareil qui la remue en permanence afin d'éviter la formation de caillots. Le prélèvement commence. Pendant 6 minutes, mon sang s'écoule vers la poche. Pour éviter l'engourdissement, je malaxe une balle en mousse. « *Le sang est un produit vital que l'on ne sait pas encore fabriquer de manière synthétique, me précise-t-elle. Il est important que les gens donnent régulièrement car les globules rouges ne vivent que 42 jours.* » Effectivement, c'est peu...

Une autre façon d'être un héros

3

La poche de sang atteint rapidement les 450 ml. Aucun malaise ! L'appareil stoppe automatiquement le prélèvement. La transfusion est terminée. Je n'ai pas vu le temps passer. L'infirmière retire l'aiguille et me mets un pansement au creux du bras. J'appuie fortement dessus pour ne pas avoir d'hématome (d'ailleurs, je n'en aurai pas, merci Dipa !). Elle relève mon fauteuil, me demande d'attendre quelques minutes, puis m'invite à prendre une collation. Elle me conseille de ne pas pratiquer d'efforts dans l'immédiat et m'explique que mon volume sanguin se reconstituera dans les jours suivants. Ce geste simple m'aura pris 30 minutes au total et permettra sans doute de sauver des vies. J'ai fait ma B.A. de la journée. Ça fait du bien.



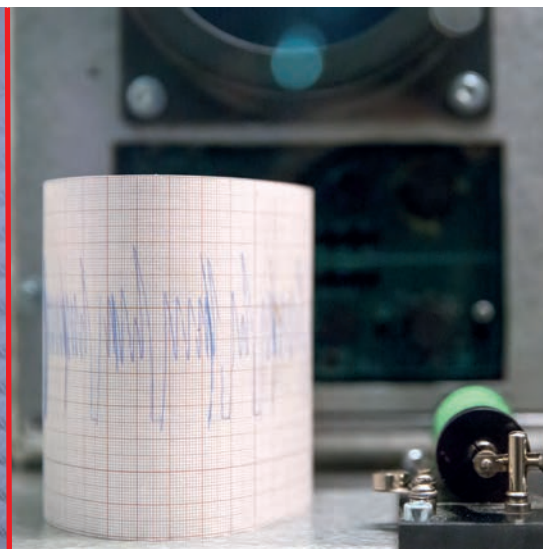
CHIFFRES CLÉS

Chaque jour, le CTSA a besoin de 85 dons de sang total, 7 dons de plasma et 4 dons de plaquettes. Tous sont anonymes et gratuits. Ils se font sur la base du volontariat. Un délai de 8 semaines entre deux dons du sang est à respecter. Une femme peut donner son sang 4 fois par an et un homme 6 fois.



PHOTOS : CLARE LEBENTRE/DICOD/DÉFENSE

-1-



-2-

De l'ombre à la lumière



Avec l'exposition « Guerres secrètes », le musée de l'Armée lève le voile sur les grandes heures de l'espionnage, de la fin du Second Empire à la guerre froide. Entre réalité et fiction, le public y découvre aussi bien des archives déclassifiées et des témoignages que des extraits de films.

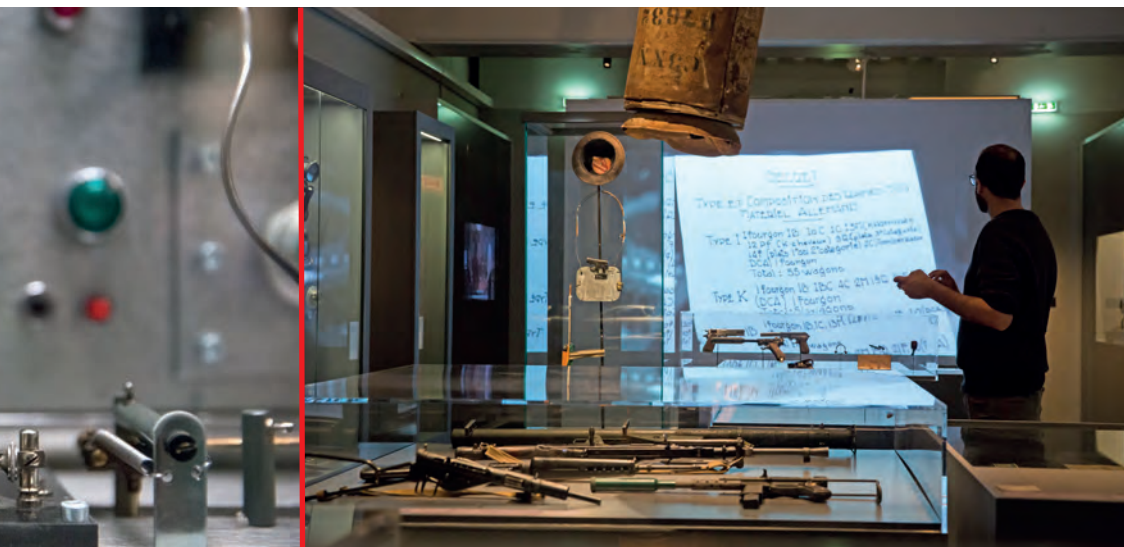
Par Éléonore Krempff

« **V**os succès sont tus, vos échecs retentissent. » À en croire cette phrase, prononcée par John Fitzgerald Kennedy au sein de la CIA en 1961, rendre visible l'action des services de renseignement – dont le succès implique pourtant la dissimulation – et réussir à mettre en pleine lumière ce qui relève par définition du confidentiel, voire du clandestin, est un défi de taille ! Et pourtant, l'exposition « Guerres secrètes », proposée au musée de l'Armée jusqu'au 29 janvier, parvient à lever une partie du voile. L'exposition évoque les modes d'action clandestins mis à la disposition du politique et du militaire depuis la fin du Second Empire jusqu'à la guerre froide. « *Le parcours s'arrête en 1991 pour permettre le recul nécessaire face aux épisodes relatés, et surtout respecter le caractère confidentiel des faits plus*

récents et la classification des documents qui s'y rapportent, commente le lieutenant-colonel Christophe Bertrand, conservateur du département contemporain du musée de l'Armée. *Nous avons d'ailleurs décidé d'aborder cette thématique il y a deux ans, sans deviner la place stratégique qu'elle allait prendre entre-temps avec les attentats en France et l'adoption de la loi relative au renseignement le 24 juillet 2015.* »

OBJETS EMBLÉMATIQUES

Des pièces uniques, prêtées par des institutions nationales ou privées françaises, britanniques et allemandes, ont ainsi été rassemblées, à l'image de celles confiées par Richard Wooldridge, fondateur et directeur du *Combined Military Services Museum*, à Maldon, en Grande-Bretagne, un pays



-3-

-4-



© MUSÉE DE L'ARMÉE/RMN-GRAND PALAIS/PASCAL SEGRETTE

-5-

réfèrent dans le monde du renseignement et de l'espionnage. D'autre part, la récente déclassification d'archives françaises versées au Service historique de la Défense permet de faire découvrir des pièces jusqu'à présent réservées aux initiés. La Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) présente ainsi pour la première fois des objets emblématiques, comme cette tenue de plongeur des années 1970 appartenant aux nageurs de combat du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, le fameux Sdece, rebaptisé DGSE en 1982. Autres trésors : les fonds d'archives portant sur la présence d'agents du Sdece en Indochine ou ceux concernant le déchiffrement de la machine électromécanique allemande Enigma pour la période 1932-1941.

Le *Special Operations Executive* (SOE) est mis à l'honneur dans une vitrine à part. Service secret britannique créé pendant la Seconde Guerre mondiale par Winston Churchill, il avait pour mission de soutenir les mouvements de résistance dans les pays occupés par l'Allemagne. « Cette valise utilisée par Bob Maloubier, agent secret français du SOE, vient du musée de la DGSE, raconte Christophe Bertrand. Sous leur combinaison de parachutiste, les agents étaient habillés en civil. Une fois au sol, ils retiraient et cachaient leur matériel, récupéraient les documents et armes utiles à l'intérieur de leur mallette, puis se fondaient dans la foule pour mener à bien leur mission, ou rejoindre les groupes résistants. »

Univers souvent fantasmé, le monde des actions clandestines est essentiellement connu du grand public par la fiction littéraire ou cinématographique. « Nous présentons certaines de ces œuvres afin

de montrer la part de mythe et de réalité véhiculée parfois dans ces images; vision plutôt réaliste par exemple dans *L'Espion qui venait du froid*, film britannique de 1965, adapté du roman de John le Carré; vision plus légère et fantasmée dans des films comme *James Bond* ou *OSS 117*. »

PARAPLUIE BULGARE ET PASSEPORT DE NONNE

La frontière entre réalité et fiction peut se révéler parfois assez mince : ainsi le fameux parapluie bulgare utilisé par les services secrets soviétiques pour éliminer l'écrivain dissident bulgare Georgi Markov en 1978 apparaît dans la bande dessinée *Largo Winch*. Le faux passeport d'un agent tchécoslovaque de la Seconde Guerre mondiale déguisé en religieuse est lui repris à l'écran dans *La Mémoire dans la peau*.

Tous ces objets ou documents cultes sont mis en perspective grâce à des entretiens avec les « vrais » acteurs des guerres secrètes, parmi lesquels les anciens Premiers ministres Michel Rocard, Édouard Balladur et Jean-Pierre Raffarin, l'ancien ministre de l'Intérieur puis de la Défense Pierre Joxe, le préfet Rémy Pautrat, ancien directeur de la Direction de la surveillance du territoire, et le général Jean Heinrich, ancien chef du service « action » de la DGSE et premier directeur de la Direction du renseignement militaire. « L'objectif n'est pas de révéler des scoops, précise le conservateur, mais bien d'expliquer les mécanismes des guerres secrètes et leurs enjeux, de mieux faire connaître les moyens et les acteurs de ces opérations clandestines, de montrer que finalement chacun, en fonction de ses capacités, peut être un de ces agents hors-norme. »

-1- L'expo plonge le visiteur dans le monde fermé du renseignement.

-2- Passeport de James Bond, alias l'agent 007.

-3- Détecteur de mensonges utilisé dans la série télé « Au service de la France ».

-4- Plusieurs vitrines présentent des armes utilisées par les agents secrets.

-5- Tenue de plongeur des nageurs de combat du Sdece.

POUR EN SAVOIR PLUS

Exposition jusqu'au 29 janvier, musée de l'Armée, hôtel des Invalides, 129, rue de Grenelle, Paris 7^e. musee-armee.fr
Tarif 8,50 euros
Catalogue de l'exposition, 366 pages, 32 euros.

À lire



1929 JOURS

Après avoir suivi des soldats français en Afghanistan, Nicolas Mingasson, photographe, écrivain et journaliste, publiait « Le Journal d'un soldat français en Afghanistan » (2011) et « Afghanistan : la guerre inconnue des soldats français » (2012). Avec son nouveau livre, il traite une nouvelle fois de l'engagement des militaires français en Asie centrale,

mais sous le prisme des familles de soldats décédés. Pendant deux ans, l'auteur a rencontré des proches et recueilli leurs témoignages. Le lecteur découvre ceux qui ont perdu un être cher au combat, et qui, une fois les hommages nationaux rendus, continuent à vivre dans un deuil long et difficile.

Nicolas Mingasson,
éd. *Les Belles Lettres*,
384 p., 23 euros.



MÉDECIN DE GUERRE, DE L'AFGHANISTAN À PARIS La guerre sans front

En 2011, à l'âge de 56 ans, le docteur Élie Paul Cohen a troqué sa blouse d'urgentiste civil pour un uniforme d'officier de l'armée française. Envoyé à Helmand, à 600 kilomètres au sud de Kaboul, il est devenu l'un des 240 000 soldats de l'Otan en Afghanistan. Sa mission : travailler avec les équipes qui secourent les polytraumatisés victimes des mines artisanales. Son affectation : le camp anglo-américain Bastion, véritable forteresse grande comme Bordeaux et perdue dans une des régions les plus hostiles du pays. De cette expérience peu commune, il a rapporté ce livre : une plongée vertigineuse au cœur de la médecine de guerre.

Élie Paul Cohen, Le Passeur
Éditeur, 240 p., 17,90 euros.

DES VIES EN BLEU



Alors que la France connaît un déploiement inédit de forces de l'ordre et de militaires pour la sécurisation de son propre territoire, David Cesbron, photographe, et Didier Guériaud, capitaine de gendarmerie, ont voulu rendre hommage aux gendarmes à travers un livre photo original. Les auteurs proposent une immersion dans

le quotidien de celles et ceux qui portent l'uniforme bleu et le képi de gendarme, aux profils multiples et parfois inattendus. Les rapports humains sont mis en valeur dans un monde où agressions, enquêtes, stress côtoient le professionnalisme, l'engagement et la générosité.

David Cesbron et Didier Guériaud, éd. *Cherche Midi*,
162 p., 32 euros.

LA GUERRE SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN



La guerre menée par l'Armée rouge en Afghanistan a largement contribué à l'effondrement, en 1991, de l'URSS. La nature précise de l'engagement soviétique, comme sa désastreuse issue, suscitent toujours, à l'heure actuelle, de nombreuses questions. Quelles étaient les intentions réelles des dirigeants moscovites ? Et pourquoi ont-ils si manifestement

sous-estimé leurs adversaires ? L'historien Philippe Sidos interroge les contours et les nombreuses conséquences de cette guerre qui est devenue peu à peu un bourbier, mais aussi le point de départ d'un nouveau positionnement stratégique du Kremlin en Asie. Cet ouvrage offre une étude novatrice et stimulante en matière géopolitique.

Philippe Sidos, éd. *Economica*,
320 p., 29 euros.

À voir

THÉÂTRE



QUI ES-TU FRITZ HABER ?

L'ultime confrontation du couple de chimistes Clara et Fritz Haber au soir de la première utilisation des gaz de combat dans les tranchées de la Grande Guerre.

Le 25 novembre, musée de la Grande Guerre du pays de Meaux.
www.museedelagrandedeuguerre.eu

EXPO



TÉMOIGNAGES COMMUNS. 1937, LE MASSACRE DE NANKIN

Le Mémorial

de Caen expose photos, objets, lettres, témoignages et vidéos sur le massacre de Nankin qui fit près de 300 000 morts.

Jusqu'au 15 décembre,
Mémorial de Caen.

CONCERT



ALEXANDRE KNIAZEV

Le grand violoncelliste, qui voue également à l'orgue une véritable passion, se produit successivement à la tribune du grand orgue de Saint-Louis des Invalides, puis au violoncelle dans le concerto de Chostakovitch créé par Rostropovitch.

Le 29 novembre, 20 heures,
cathédrale Saint-Louis des Invalides.

GUERDINE, ASSISTANTE SOCIALE, EST DE BON CONSEIL. ELLE A BESOIN DES NÔTRES POUR RÉALISER SES PROJETS.

ASSURANCE VIE
MULTI-SUPPORTS MULTÉO

**UNE SOLUTION
D'ÉPARGNE**

POUR DYNAMISER VOS PROJETS

**GMF 1^{ER} ASSUREUR
DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC**



ASSURÉMENT HUMAIN

Renseignement en agence ou au 0 970 809 810 (numéro non surtaxé)
Connectez-vous sur www.gmf.fr ou depuis votre mobile sur m.gmf.fr

Septembre 2016 - Document à caractère publicitaire.

GMF VIE - Société anonyme au capital de 186 966 736 € entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - 315 814 806 R.C.S. Pontoise.
Siège social : 1 rue Raoul Dautry - CS 40003 - 95122 Ermont Cedex. Tél. 0 970 809 809 (n° non surtaxé) - Internet www.gmf.fr

MON ÉPARGNE ?

BIEN TROP CAPITALE
POUR LA CONFIER
AU HASARD.

ASSURANCE VIE
Plan ÉPARMIL

-50% sur les frais
sur versements libres
jusqu'au 1^{er} décembre 2016*

*Offre valable sur les versements par chèque ou
carte bancaire reçus au siège de l'AGPM
le 01/12/2016 au plus tard.

Contactez votre conseiller

 agpm.fr

32 22

Service gratuit
+ prix appel

Je confie mon assurance-vie
à **UN GROUPE D'ASSURANCE
MUTUALISTE ET D'ÉTHIQUE
MILITAIRE.**



LA SOLIDARITÉ EST DANS NOS GÈNES
ASSURANCE, ÉPARGNE, SANTÉ, PRÉVOYANCE

